

INPRECOR

Numéro 242 du 11 mai 1987 - 12FF - 85FB - 4FS



DOSSIER CHILI :

- Pinochet sur le chemin du plébiscite de 1989
- Débat important dans le MIR
- Vers une crise du PC chilien ?

Afrique du sud :
Défendre le COSATU !

SOMMAIRE DU NUMERO 242 DU 11 MAI 1987

3	AFRIQUE DU SUD	Défendre le COSATU !	EDITORIAL
4	DOSSIER CHILI	Pinochet pour combien de temps encore ?	Orlando SERRA
7		"Un militaire conduira certainement la transition"; Interview de Gabriel Valdès	Propos recueillis par APSI
8		Les méandres du PC chilien	Dominique LEGRAND
9		Rebellion populaire ou ...	Luis CORVALAN
10		...Dialogue avec les militaires ? ; Interview de Luis Corvalan	Propos recueillis par APSI
11		Grave crise dans le MIR ; Interview de Pascal André Allende	Propos recueillis par APSI
13		"En finir avec le foquisme"; Interview de Jorge Flores	Propos recueillis par Ariane MERRI
16	SUISSE	Droit d'asile pour argent sale	Michel THEVENAZ
18	TCHAD	Tournant d'un conflit	Vincent KERMEL
21	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
URSS : Trotsky et Boukharine brûlent les planches ; MADAGASCAR : Chaos économique et crise politique ; BELGIQUE : Création d'un comité syndical inter-européen ; ETAT ESPAGNOL : Congrès des JCR ; JEUNES : IVE camp international en Italie ; MAROC : Camouflet à Hassan II ; DIVERS : Le courant lambertiste éclate à Caracas.			
24	GUATEMALA	"La répression est devenue plus sélective" ; Interview de Nineth de Garcia, présidente du GAM	Propos recueillis par Arnold BERTHU

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Défendre le COSATU !

Le 29 avril le siège du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) à Johannesburg a été encerclé par des policiers armés qui ont ensuite pris d'assaut le bâtiment, chassant méthodiquement tous les syndicalistes qui s'y trouvaient. Ainsi le régime de Pretoria s'est engagé dans une confrontation ouverte avec la principale centrale syndicale du pays. Ceci à la veille de deux échéances politiques de taille : le 1er mai qui a été l'occasion en 1986 d'une grève, la plus massive de l'histoire du pays, et les élections législatives "blanches" du 6 mai, pour lesquelles le COSATU venait d'appeler à deux jours de "protestations pacifiques".

Cette attaque contre le COSATU intervient après une série d'incidents graves. Nous assistons en effet depuis plusieurs jours à une escalade de la répression contre le mouvement syndical indépendant qui au cours des dernières années a constitué l'un des maillons forts du mouvement populaire. Le 22 avril à proximité de Doornfontein, près de Johannesburg, la police sud-africaine a tué 6 hommes noirs. Ce n'aurait été qu'un triste fait divers dans cette Afrique du Sud réactionnaire et raciste s'il ne s'était agi cette fois-ci de six ouvriers des chemins de fer en grève. Le 22 avril toujours, la police entrait dans le local national du COSATU à Johannesburg et s'y livrait à d'importantes dégradations. Elle venait y chercher des grévistes blessés à Doornfontein.

Moses Mayekiso, dirigeant du syndicat de la métallurgie (MAWU) et d'une organisation communautaire sur son township, Alexandra, emprisonné depuis des mois, avec quatre autres de ses camarades, vient d'être accusé de haute trahison pour avoir dirigé des comités de quartier. Il risque de ce fait une très lourde peine de prison.

Alors que l'état d'urgence sévit depuis juin 1986 et que le mouvement populaire, en général, a déjà été durement frappé, les attaques contre le COSATU constituent un nouvel objectif pour le gouvernement.

Le mouvement ouvrier international doit se mettre en alerte pour la défense du COSATU et de tous les syndicats indépendants d'Afrique du Sud. La répression contre le COSATU, si elle se poursuivait, ne viendrait pas simplement s'ajouter aux autres formes de répression contre l'ANC, l'UDF, la National Forum etc. Elle représenterait un pallier supplémentaire franchi par le régime contre le mouvement de masse.

Le mouvement syndical sud-africain et en premier lieu de COSATU, représentent le plus haut niveau d'unité et de combativité atteint dans ce pays. Pratiquement tous les courants politico-syndicaux s'y retrouvent et débattent de l'avenir de leur lutte. Le congrès du COSATU, prévu pour juillet, pourrait d'ailleurs constituer une étape importante dans l'affirmation de ce syndicalisme de classe. Dans le cadre d'une campagne nationale pour un salaire minimum garanti le COSATU vient de confirmer le radicalisme de son combat. Dans son journal du mois de mars, il est proclamé que les travailleurs peuvent diriger la société, que les patrons ne doivent plus faire la loi dans les entreprises, qu'il faut ouvrir leurs livres de comptes et que la lutte anti-apartheid est combinée à une lutte pour le socialisme.

D'autre part le COSATU a accentué sa collaboration avec les organisations communautaires, notamment avec des composantes du Front démocratique uni (UDF). Il a confirmé son choix d'aider et de collaborer avec ce qu'il y a de plus militant et de plus radical au sein des communautés, à savoir les mouvements de jeunes. La création récente du Congrès de la jeunesse sud-africaine (SAYCO) qui unifie les mouvements jeunes qui se réclament de l'UDF a d'ailleurs été marquée par un certain nombre de contacts avec le COSATU.

Tout cela le régime de P. Botha ne peut le supporter. Il ne peut laisser indéfiniment se renforcer et se radicaliser un mouvement ouvrier qui s'affirme peu à peu comme la structure essentielle du mouvement populaire. Alors que les associations communautaires ont sérieusement subi la répression, le mouvement syndical, lui, a réussi grâce à son implantation dans les entreprises à croître, à impulser un nombre spectaculaire de grèves et à radicaliser le niveau de conscience des secteurs qu'il influence. *The Observer* de Londres notait le 26 avril qu'un "changement est intervenu dans la lutte de résistance des Noirs. Celle-ci s'est déplacée du terrain des organisations politiques et communautaires, lesquelles ont été sérieusement désorganisées par l'action des forces de l'ordre sous l'état d'urgence, vers celui du mouvement syndical, qui a traversé intact l'état d'urgence, voyant même ses forces s'accroître".

Or, précisément, ce mouvement vient lui-même de franchir un pas supplémentaire dans son combat. La grève des cheminots noirs est la première de cette ampleur dans un secteur public aussi vital. Elle s'ajoute à une grève dans les postes qui dure maintenant depuis 30 jours. L'Etat ne peut accepter pareille audace. Il est d'ailleurs confronté à un autre problème : celui du mécontentement des travailleurs blancs des services publics qui ne sont pas d'accord pour continuer à remplacer sur le tas les grévistes noirs à des tâches jugées comme subalternes et dégradantes pour leur race. Ces grèves dans les chemins de fer et dans les postes constituent donc un défi sans précédent. Elles ne font que confirmer l'arrogance ouvrière après la grande grève des employés des magasins OK Bazaar qui a connu un très large soutien de la population et de divers autres secteurs syndicaux.

Face à de tels enjeux il est urgent que se multiplient les initiatives de soutien aux syndicats sud-africains, au COSATU et à tous les syndicats de branche. Le COSATU est un acquis pour toutes les composantes du mouvement populaire ; toute menace contre ce syndicat est donc une menace contre l'ensemble du mouvement de masse.

Il est tout à fait important que les organisations ouvrières dans le monde puisse informer de ce qui se passe en Afrique du Sud. Il faut que les délégations syndicales se rendent dans ce pays et puissent ainsi rendre compte en toute légitimité de ce qu'est le mouvement ouvrier et populaire dans ce pays. Il faut aider financièrement les syndicats qui luttent et qui sont réprimés. Il faut que les syndicalistes sud-africains qui se déplacent à l'étranger pour faire connaître leurs luttes puissent bénéficier d'une audience maximum et d'un soutien militant actif.

Tout cela doit motiver, sans autre délais, un soutien international large et militant aux syndicats indépendants sud-africains. ■

POUR L'ENVOI DES MESSAGES DE SOUTIEN

COSATU
Po Box 1019.
Johannesburg 2000
AFRIQUE DU SUD

Soutien à Mayekiso
MAWU
6th. Floor Angus Mansions
268 Jeppe Street
Johannesburg 2001
AFRIQUE DU SUD
(Tél : 011-4022210)

Pinochet pour combien de temps encore ?

L'ouverture de l'inscription sur les listes électorales en février et la promulgation de la loi sur les partis politiques en mars dernier (voir encadré) sont deux étapes importantes pour la dictature sur la voie qui devrait mener au plébiscite de 1989.

Rappelons que selon la constitution de 1980 qui fut le premier jalon vers la "démocratie" version Pinochet, un seul candidat - civil ou militaire - choisi par la junte militaire au pouvoir pourra être présenté.

Pour sa part, la Démocratie chrétienne, malgré ses protestations répétées contre ces lois et le lancement d'une campagne en faveur d'élections libres à laquelle s'est associé le MDP, a finalement accepté de jouer le jeu dont les règles sont fixées par la dictature.

Elle va se faire enregistrer comme parti et appelle ses militants à s'inscrire sur les listes électorales. Cette politique ne va pas sans remous en son sein. Son aile syndicale, par la voix de Ricardo Hormazabal responsable du syndicat des banques s'est opposé à l'enregistrement, se déclarant favorable à l'alliance avec la gauche. Rofolo Seguel, président du Commandement national des travailleurs (CNT) (organisation syndicale unitaire) l'une des figures les plus populaires de la DC, déclarait amèrement après l'échec de la mobilisation du 25 mars convoquée par le CNT et le peu d'empressement des partis d'opposition à se rallier aux manifestations : "la seule chose qui intéresse aujourd'hui les politiciens, c'est le siège qu'ils pourront obtenir au Parlement avec ou sans Pinochet comme président" (*Latin American W.R.* 9 avril 1987).

Quant aux partis socialistes Nuñez et Briona (du nom de leurs dirigeants respectifs), qui sont d'ailleurs en passe de fusionner, ils viennent d'emboîter le pas à la DC. D'ailleurs le Général Mathei, membre de la Junte pour l'armée de l'air, sans doute l'un des militaires les plus courtisés par l'opposition bourgeoise, s'est prononcé pour

leur légalisation disant que "le socialisme n'est pas anti-constitutionnel" en se hâtant d'ajouter que "les partis marxistes ou léninistes sont eux clairement prohibés par la Constitution" (*El País* 17 janvier 1987).

La gauche regroupée dans le MDP, a clairement rejeté ces deux lois et appelé ses militants à ne pas s'inscrire sur les registres électoraux.

En franchissant une nouvelle étape vers 1989, Pinochet a agi fort intelligemment. Il réussit à diviser profondément, voire durablement, l'opposition entre ceux qui seront légalisés et ceux qui ne le seront pas, entre ceux qui participeront au plébiscite et ceux qui le refusent, en tout cas pour l'instant.

De plus, malgré leurs déclarations indignées et véhémentes, l'opposition bourgeoise et ses alliés tel le PS Nuñez sont bel et bien passés sous les fourches caudines de Pinochet et viennent d'entériner de fait la Constitution de 1980 qu'ils rejetaient en parole.

Quant au MDP, tout du moins sa composante socialiste et communiste, la question est de savoir s'il va maintenir sa fermeté actuelle. Pour l'instant, il y a tout intérêt. Cela lui permet de peser sur les contradictions au sein de la DC et lui permet d'apparaître comme la seule expression politique des intérêts des secteurs populaires face à la capitulation de la DC. Mais les concessions politiques de ces derniers mois (Cf. *Inprecor* numéro 225 du 8 septembre 1986) indiquent clairement que sa détermination actuelle pourrait n'être qu'une affaire de conjoncture.

Ecrit par un membre du groupe Pour le socialisme dont les militants se réclament du marxisme-révolutionnaire, l'article ci-dessous fait le point des principaux problèmes de la situation politique au Chili. ■

Orlando SERRA

Quand, en juin 1985, Pinochet lève l'état de siège (1) promulgué après la grève générale du 30 octobre 1984, il se trouve dans un état de faiblesse absolue.

Toute une série de scandales éclaboussent le régime. Le plus important concerne l'affaire des trois dirigeants communistes retrouvés égorgés en mars 1985 et l'action en justice menée contre les carabiniers. Les responsables de la police sont sur la sellette ; le chef du corps des carabiniers César Mendoza est obligé de démissionner en août 1985. L'unité des forces armées, pilier du régime, loin de se ressouder à la faveur de l'état de siège est de plus en plus mal en point. Les déclarations de membres du haut commandement des trois armes autres que l'armée de terre - l'aviation, la marine et les carabiniers - prenant une certaine distance vis-à-vis de Pinochet se multiplient. Il est de notoriété publique qu'ils rencontrent régulièrement l'opposition bourgeoise. Celle-ci passe à l'offensive en signant "l'Accord national pour une démocratie totale", accord qui regroupe 11

partis politiques de centre-droite et de droite, la colonne vertébrale en étant la démocratie chrétienne.

Mais surtout, la mobilisation des masses est intacte comme le montrent tous les mouvements qui se succèdent de juillet à novembre, culminant avec la grande "protesta" des 4/5 novembre 1985. La situation est on ne peut plus favorable pour envisager l'attaque frontale contre la dictature. Tout repose alors sur les propositions que vont faire les directions du mouvement de masse.

REPOUSSER L'ECHEANCE

Or, l'opposition bourgeoise regroupée au sein de l'Alliance démocratique où la DC est hégémonique et la gauche, opportuniste vis-à-vis de la DC, vont se dérober et repousser de façon permanente cette perspective d'attaque frontale contre Pinochet. C'est la situation qui prévaut à partir de septembre 1985.

Le CNT refuse de mettre à l'ordre du jour la perspective d'une grève générale contre le régime, grève générale qui ne sera convoquée que les 2 et 3 juillet 1986. Et quand les étudiants se mettent en grève

en avril 1986, ils sont absolument isolés et vont subir une grave défaite. Autrement dit, entre cette période la plus favorable et la convocation effective de la grève, il se passe une année durant laquelle Pinochet va reprendre l'initiative.

Ce qui était impensable à la fin de 1985, se met en place à partir de mars-avril 1986. La répression massive, inimaginable au moment de la levée de l'état de siège, refait son apparition. Une quarantaine de "poblaciones" sont massivement perquisitionnées de façon terroriste par l'armée en avril-mai. 15 000 personnes sont arrêtées, soit près de 20% des habitants des poblaciones ! L'armée intervient de façon systématique contre les manifestations de rue, ce qui ne s'était pas produit en 1983-1984 ; les attaques contre l'Eglise, et notamment contre le Vicariat de la solidarité qui organise la défense des prisonniers politiques, les dénonciations des violations des droits de l'homme, se multiplient.

1) La levée de l'Etat de siège ne signifie pas loin s'en faut, le retour à la vie normale mais celui à l'état d'urgence en vigueur au Chili depuis septembre 1973.

Pinochet intensifie sa pression contre tous les secteurs.

Les 2 et 3 juillet, quand la grève générale est enfin appelée, elle a lieu trop tard, au moment où, au sein du mouvement masse, la confiance dans la mobilisation a commencé à décroître, ce qui explique que la grève générale est un demi-échec, demi-succès. La mobilisation est importante, mais pas à la mesure de ce qu'on pouvait attendre d'une grève générale de 48 heures. C'est un succès la première journée et pratiquement un échec la deuxième et, surtout, aucune perspective n'est proposée.

Tout au long des six premiers mois de 1986, la mobilisation s'est usée faute de perspectives politiques.

Sur la base de cette usure, l'opposition bourgeoise, c'est à dire en premier lieu la DC, prend l'initiative de rompre l'unité de l'ensemble de l'opposition qui s'était faite autour de la création de l'Assemblée civile en avril 1986. Cette rupture, faite sous un prétexte dérisoire (une déclaration d'un dirigeant communiste au journal chilien *El Mercurio*, où il faisait une allusion à un comité privé des partis politiques de l'opposition au sein de l'AC) entraîne d'une part, la perte d'autorité de l'Assemblée civile qui n'est plus instance unitaire et d'autre part, une paralysie du mouvement de masse, un accroissement du désarroi que l'on sentait après la grève générale de juillet. Ce faisant, la DC cherche clairement à lever tout obstacle au dialogue avec les forces armées qui font de la rupture avec les communistes une des conditions à un quelconque pacte avec l'opposition bourgeoise. Sa tentative de faire revivre l'Accord national - en piètre état - en l'élargissant encore à droite, même si elle se soldera par un échec, va dans le même sens. De juillet à septembre 1986, les mobilisations prennent un cours nettement descendant et la journée du 4 septembre est clairement un échec. Si l'appréciation de la grève générale de juillet pouvait être mitigée, il ne fait pas de doute que le 4 septembre est un échec total.

Cette journée était appelée par deux instances, d'abord de façon extrêmement formelle par l'Assemblée civile, qui voulait "une journée pour la démocratie", et par le MDP essayant de déborder sur la gauche de façon purement gratuite en appelant à la grève générale alors qu'il n'a pas l'autorité pour le faire. Le CNT peut appeler à la grève générale puisque c'est un organisme unitaire, mais pas le MDP. Dernier facteur de confusion pour les secteurs les plus radicaux du mouvement de masse, les poblaciones, l'opportunisme grandissant de la gauche vis-à-vis de la DC.

Le Parti démocrate-chrétien est un parti bourgeois avec des caractéristiques populistes ; il a une base sociale dans les secteurs populaires notamment dans les milieux syndicaux. Pour ce qui est du rapport de forces existant entre la DC et la gauche au sein du mouvement de masse, il faut regarder les trois "secteurs" de ce mouvement. Au niveau étudiant, il y a

Les lois électorales de Pinochet

Les deux lois qui viennent d'entrer en vigueur sont taillées sur mesure par la dictature. Les registres électoraux furent détruits au lendemain du coup d'Etat de 1973. Il s'agit donc aujourd'hui de dresser de nouvelles listes électorales. Le processus pour avoir une carte d'électeur est long et coûteux. Non seulement cela implique de perdre un certain nombre de journées de travail (au moins deux) en formalités administratives diverses mais le simple coût de cette carte d'électeur, 300 pesos (1,5 dollars) équivaut à une journée de salaire d'un travailleur qualifié et le Chili compte 25% de chômeurs et plus de 30% de la population en dessous du seuil de pauvreté.

Pour finir, ajoutons que les citoyens "d'idéologie marxiste" sont purement et simplement privés de leurs droits civiques par la Constitution et ne peuvent donc voter. C'est donc théoriquement entre 25 et 35% de la population en droit de voter qui serait privée de le faire.

La loi sur les partis politiques est du même acabit.

Bien entendu, sont illégaux les partis marxistes "qui prônent la lutte des classes". Cela vise explicitement les organisations qui composent le Mouvement démocratique populaire (MDP), c'est-à-dire essentiellement le Parti communiste chilien (PCC), le Parti socialiste (Almeyda) et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Quant aux autres partis, ils doivent remplir un certain nombre de conditions. Tout d'abord, ils ont à produire un total de signatures égal à 0,5% de l'électorat potentiel (8,2 millions de personnes environ) pour être reconnus. Or, selon un sociologue chilien, seuls probablement deux partis sont aujourd'hui à même de remplir cette condition : au centre droit, la Démocratie chrétienne (DC) et, ironie de l'histoire, le Parti communiste. D'autre part, il est interdit aux partis politiques d'avoir des relations avec les syndicats ou les organisations professionnelles afin de maintenir "hors du champ politique" le reste de la société.

De même, les dirigeants syndicaux ou les responsables d'associations professionnelles ne peuvent être membres d'un parti politique. Enfin, la loi régit méticuleusement le fonctionnement desdits partis depuis l'élection du bureau jusqu'aux listes des adhérents qu'ils doivent être en mesure de fournir au pouvoir.

toujours une très légère prédominance de la DC qui s'est traduite dans les élections au sein de la Fédération des étudiants chiliens (FECh) en novembre 1986 (2). Dans les poblaciones, la gauche, et ses secteurs les plus radicaux, prédominent nettement. Au niveau syndical, il y a équilibre, bien que cet équilibre ne se traduise pas par des rapports de forces très clairs dans les directions, ce qui s'explique par les conditions dans lesquelles ont lieu les élections syndicales. Mais un fait significatif s'est produit en 1986 : dans le grand centre minier de Chuquicamata, l'une des principales mines de cuivre du Chili, la DC qui depuis des années avait la direction du syndicat, a dû laisser la place à la gauche. (3)

L'OPPORTUNISME VIS-A-VIS DE LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE

L'opportunisme de la gauche vis-à-vis de la DC s'est concrétisée de façon exemplaire sur la question de l'Assemblée civile. L'AC se constitue sur une idée juste : la nécessité de la concertation de toutes les forces d'opposition au régime et de l'unité dans la mobilisation. Mais, dès le départ, les cartes sont biaisées au profit de la DC, car l'AC est créée sur la base d'une organisation - une voix. Il y a donc sur-représentation de la petite-bourgeoisie organisée au Chili par le biais des collèges professionnels, les associations d'avocats, de médecins, de commerçants etc., par rapport au mouvement ouvrier. Ce dernier est représenté dans l'AC par le CNT et le CNT a une voix au même titre que l'association des camionneurs ou celle des journalistes. Dans cette

Assemblée, les secteurs les plus combattifs se retrouvent donc absolument noyés et, du point de vue politique, cela implique automatiquement que l'Assemblée se trouve de facto dirigée par la Démocratie chrétienne. Cette dernière est sur-représentée politiquement par rapport à son poids réel dans le mouvement de masse. La DC représente un secteur des masses, c'est un fait indéniable, mais la politique de la gauche consistant à accepter le fonctionnement de l'AC tel que la DC l'a imposé impliquait abandonner la direction du mouvement de masse à l'opposition bourgeoise.

Une autre illustration de cet opportunisme de la gauche par rapport à la DC, concerne la proposition faite par le MDP avant la grève générale de juillet, qui est une révision de son programme de fondation en 1983, et non des moindres puisqu'elle consiste à envisager favorablement la possibilité d'un gouvernement "d'urgence" présidé par une "personnalité

2) En 1985, la DC obtenait 33,2% lors des élections à la FECh contre 33% pour le MDP. En 1986, la DC avec un petit plus de 40% devance encore très légèrement - de quelques dixièmes - le MDP. La progression des deux s'est faite aux dépens de la droite classique, qu'elle soit pinochetiste ou pas.

3) Les élections à la direction de la Confédération des travailleurs du cuivre (CTC) d'avril 1987, ont confirmé cet important glissement à gauche. C'est désormais un socialiste qui assure la présidence du syndicat et, des 15 sièges à pourvoir, 7 sont revenus au MDP, 3 à des syndicalistes indépendants et seulement 5 à la DC qui dominait largement le syndicat du cuivre jusqu'à la démission de Rodolfo Seguel en août 1986.



"Démocratie maintenant" (DR)

de consensus " qui pourrait être un militaire. A partir de juin 1986, la gauche fait donc la même distinction que la DC entre les bons et les mauvais militaires, pour essayer de trouver une solution négociée de transition, impliquant le dialogue et l'accord avec les forces armées. Ce glissement programmatique du MDP, cette concession majeure à l'opposition bourgeoise (voir interview de Gabriel Valdés page 7) est grosse d'implications pour le mouvement de masse mais aussi facteur de crise dans le MDP et surtout, sa force principale, le Parti communiste chilien.

DE LA CRISE LARVÉE A LA CRISE OUVERTE ?

L'un des éléments nouveaux de ces derniers mois est sans aucun doute l'apparition d'une crise au sein du PCCh qui se manifeste, si l'on veut résumer grossièrement, par une opposition entre d'une part les secteurs traditionnels du parti, opposés sinon à la lutte armée du moins à toute possibilité insurrectionnelle et, d'autre part, ceux qui ont "pris au sérieux" pourrions nous dire, ce qui avait été le virage tactique du PC au début des années quatre-vingt qui devait se traduire par la naissance du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) en décembre 1983. Il serait faux de croire que pour le moment il existe deux lignes bien définies au sein du PC, il s'agit plutôt deux sensibilités qui, à terme sont facteurs de crise grave. De ce point de vue, l'attentat contre Pinochet, le 7 septembre 1986 n'est sans doute pas l'élément le plus important, même s'il fut le plus spectaculaire. Plus significative sans doute est l'affaire "des arsenaux".

Rappelons brièvement les faits. Après la grève générale de juillet 1986, les services de renseignements de l'armée font une découverte on ne peut plus "opportune" : des arsenaux d'armes considérables dans le nord du Chili, plus de 50 tonnes de matériel, pour une valeur de 10 millions de dollars, plus de 2 000 fusils, des centaines de bazookas, des explosifs, des munitions etc.

D'après la CIA, il s'agit là de l'arsenal

le plus important découvert en Amérique latine depuis les mouvements armés des années soixante. Sur le moment, tout le monde, y compris les secteurs de l'opposition bourgeoise, pense que l'affaire est un coup monté de bout en bout par l'armée elle-même avec l'aide des Américains. Le général en retraite, Gustavo Leigh, chef de l'aviation au moment du putsch de 1973, met publiquement en doute les assertions des services de sécurité.

Or le plus étonnant, c'est que le FPMR va revendiquer, plusieurs mois après, (en novembre 1986) la paternité de ces arsenaux, en donnant la preuve et précisant que le Front à une école de guérilla dans cette région.

Comment interpréter cet événement ? Jusqu'à l'an dernier, le FPMR était une organisation qui accompagnait les mobilisations de masse, en se livrant à quelques actions de sabotages - dynamitage des pylônes électriques, bombes parfois spectaculaires - voire des attentats contre des officiers. De même, il est à peu près sûr qu'il mène un travail clandestin en direction des soldats et des sous-officiers de l'armée, travail qui s'est traduit notamment par la désertion de soldats et d'un jeune officier vers les rangs du FPMR, qui fut revendiquée publiquement par les intéressés. D'autre part, le FPMR se fixe comme but la formation de "milices" dans les poblaciones. Evidemment, dans ce cadre la présence de ces milliers d'armes individuelles prend une toute autre dimension.

Un discours politique clair n'accompagne guère ces faits, mais il faut souligner les discordances apparues sur la place publique dans les déclarations faites par différents dirigeants du PC, surtout après l'attentat contre Pinochet. (voir page 8). La crise est ouverte au sein du PC entre l'aile "traditionaliste" qui prône dialogue avec les forces armées et transition négociée et les "jeunes" qui demeurent sur la ligne de "rebellion populaire" qui donna naissance au FPMR voilà plus de trois ans. Il est impossible de dire aujourd'hui quels peuvent être les

développements de cette crise, même si son apparition est indubitablement un des éléments les plus importants de 1986.

UN "BUNKER" RETRECI

Après l'attentat, Pinochet promulgue l'état de siège qui ne sera levé qu'au mois de janvier 1987, mais malgré les centaines d'arrestations, les perquisitions dans les poblaciones et les assassinats en tous genres, il est incapable de traduire en terme d'initiative politique ce nouveau rapport de force qui semble favorable à la dictature. Au contraire, l'initiative politique est dans le camp de l'opposition bourgeoise et des secteurs de l'armée partisans de l'ouverture. Trois membres de la junte, les représentants de la marine (Merino), de l'aviation (Matthei) et des carabiniers (Stange) ont des contacts réguliers avec cette opposition, avec au centre des conversations, même si ce n'est pas un débat public, la possibilité d'une réforme constitutionnelle qui modifierait les mécanismes de la transition prévue pour 1989. Concrètement cela signifie le remplacement du plébiscite par des élections générales directes. Ce manque d'initiative politique de Pinochet traduit une réalité que l'on pourrait dépeindre de la façon suivante : il y a en ce moment au Chili un bunker, Pinochet et son "gang" qui tire sa force du soutien que lui accorde ses fidèles de l'armée de terre (4). Mais si l'on compare ce bunker à l'énorme place forte armée qu'était la dictature il y a encore six ou sept ans, c'est un bunker fort rétréci dans la mesure où les trois autres armes défendent une ligne politique très différente de Pinochet en ce qui concerne la transition à un régime civil. L'armée chilienne entend se parer des vertus du "professionnalisme" face à la conception idéologique de l'armée qui est celle de Pinochet.

Si l'on fait la somme de toutes les forces qui aujourd'hui veulent une solution de transition en 1989, on parvient à un ensemble assez impressionnant. L'ensemble des partis de l'opposition bourgeoise, une bonne partie des forces armées, l'impérialisme américain (5) et très certaine-

4) Même cette fidélité a été ébréchée, notamment par les déclarations du Général Danus, qui s'est fait remarquer par ses protestations contre l'assassinat en septembre dernier du journaliste José Carrasco, membre du MIR, directeur de la revue *Analisis* (Cf. *Inprecor* numéro 229 du 3 novembre 1986) et sa participation à une messe à la mémoire de Salvador Allende. Le Général Danus a été mis en retraite en décembre dernier.

5) Ces pressions s'opèrent notamment par un discret chantage aux crédits demandé par le Chili aux organismes internationaux, FMI, Banque inter-américaine de développement (BID) ou Banque mondiale. Mais Pinochet ayant mis un point d'honneur à payer la dette rubis sur l'ongle, le Chili a obtenu facilement ses lignes de crédit. Par contre, les investisseurs étrangers boudent le Chili la situation sociale étant peu fiable : "toute la question est de savoir ce qu'il se passera dans la rue", déclarait récemment le chargé d'affaires d'une grande banque américaine (*Latin American weekly report* 21 mars 1987).

ment les partis de gauche qui se rallieraient certainement à une solution de ce type. Mais jusqu'à présent, se dresse un obstacle de taille qui n'est autre que Pinochet lui-même. Que peut-il faire ? Sous la pression d'une partie de la junte, il pourrait prendre lui-même l'initiative de réformer la constitution et d'organiser des élections anticipées pour empêcher une unité de l'opposition bourgeoise débouchant sur la présentation d'un candidat unique à des élections présidentielles directes, mais même ainsi, il est loin d'être certain de remporter ces élections. Autre solution, attendre et manoeuvrer jusqu'en 1989. La constitution de 1980 lui en donne le droit puisque c'est lui seul qui fixe la date du plébiscite. Mais cette attente peut permettre à tout le bloc pour l'ouverture de se structurer et de se mettre éventuellement d'accord sur un candidat unique - civil ou militaire - qui aurait l'aval de la Junte au dépens de Pinochet. Enfin, ultime possibilité, faire ce qu'avait fait Marcos aux Philippines au nom de la loi martiale : repousser les élections à une date indéterminée et demeurer à la tête de l'Etat. C'est là le chantage permanent de Pinochet qui manie couramment le "après moi, le chaos" voire pire, le communisme ! Les derniers remaniements opérés au sein du haut état-major de l'armée qui se sont traduits par le retour en force des "idéologues" du Centre national d'information (CNI), nom pudique de la police politique, sont là pour que chacun puisse prendre l'avertissement au sérieux.

Reste une inconnue de taille à toutes ces spéculations : l'état du mouvement de masse.

LA POLITIQUE DES REVOLUTIONNAIRES

Nous pensons qu'il faut se battre aujourd'hui sur deux axes.

Premièrement, il faut mener la bataille pour la rupture démocratique contre toute politique visant à assumer l'héritage du pinochettisme impliquant une solution "à l'argentine" voire pire, du problèmes des droits de l'homme se résumant à "on oublie tout et on pardonne" et qui signifierait maintenir intact l'appareil répressif ou laisser pour le moins une place institutionnelle importante aux militaires telle qu'elle est prévue dans la constitution de 1980.

Il faut se battre pour la rupture démocratique, qui signifie le renversement de la dictature, l'élection d'une Assemblée constituante traduisant cette rupture démocratique à la fois sur le plan politique et social, contre les accords avec le FMI, contre le paiement de la dette extérieure, en défense de la souveraineté nationale. C'est le premier axe de bataille, essentiel pour maintenir effectivement une politique de gauche aujourd'hui au Chili.

Deuxième axe de bataille, l'organisation du mouvement de masse. L'échec de l'année 1986 a très clairement révélé une faiblesse organique du mouvement de masse, faiblesse qui a permis à l'opposition bourgeoise d'asseoir son hégémo-

nie comme elle a pu le faire au travers de l'Assemblée civile. Il faut aujourd'hui poser les bases de la contre-offensive du mouvement populaire, faire un pas en avant dans la recomposition organique du mouvement ouvrier et, notamment, poser sans délais le problème de la refondation de la Centrale unique des travailleurs (CUT). Et ce, immédiatement et non, comme le prévoit le dernier accord du CNT, dans deux ans. Il y a urgence à se donner un instrument qui dépasserait largement la dimension syndicale, qui soit une CUT reconstruite, à l'image de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), l'axe autour duquel gravite l'ensemble des forces populaires pour la défense de leurs reven-

dications, pour la rupture démocratique et contre une politique qui impliquerait de fait, la négation absolue de toutes les revendications ouvrières et populaires. S'il y a transition négociée, s'il y a négociations avec les forces armées, ce ne peut être qu'aux dépens de l'ensemble du peuple, aussi bien sur le plan politique que sur le plan social puisqu'une telle issue impliquerait certainement un pacte social empêchant toute reconquête des travailleurs alors même que leurs droits ont été systématiquement bafoués au cours de ces treize dernières années. ■

Orlando SERRA
Février 1987.

DOSSIER CHILI

"Un militaire conduira certainement la transition"

Cette interview de Gabriel Valdès, président de la Démocratie-chrétienne a été réalisée par la revue chilienne *APSI*. Elle résume parfaitement les deux axes politiques de la DC : négociations avec les forces armées, isolement maximum du MDP.. ■

- **APSI** Quelle est la seule issue politique rationnelle à la situation actuelle du Chili, pour la démocratie-chrétienne ?

- **Gabriel VALDES** : Il n'est d'autre issue politique rationnelle que de parvenir à un accord avec les militaires pour qu'ils assument leurs responsabilités et qu'ils fassent preuve de leur volonté politique d'ouvrir un processus de transition. Ce gouvernement est celui des forces armées, elles l'ont conçu ainsi. Elles ont promis de rendre l'institutionnalité démocratique au pays et ne l'ont pas fait. Elles doivent le faire maintenant avant qu'il ne soit trop tard.

- Vous demandez que les militaires prennent leurs responsabilités, mais qu'advient-il de Pinochet ?

- Il est évident que Pinochet est l'obstacle et nous pensons qu'il doit laisser la place.

- Si ce fait se produisait et si un autre militaire prenait la tête d'un gouvernement de transition, l'appuyeriez-vous ?

- Certainement.

- Quelles conditions poseriez-vous à ce gouvernement ?

- Nous le soutiendrions s'il avait pour unique objectif de conduire à un gouvernement de transition. Nous lui donnerions notre plein appui, et plus encore : je crois qu'il y a de bonnes raisons de penser que

penser que ce sera effectivement un militaire qui conduira ce processus.

- Le Parti national (droite Ndlr.) cherche la formation d'un bloc de centre-droite pour négocier une solution avec le gouvernement. Cette formule semble être celle qui convient également au Département d'Etat américain. Je voudrais vous demander si vous seriez prêt à prendre la tête d'un regroupement de ce type ?

- Non. Nous ne sommes pas pour former un bloc de centre-droite. Nous sommes partie prenante de l'Alliance démocratique, nous voulons approfondir la possibilité d'un accord de gouvernement avec le Parti national mais aussi avec des partis de gauche, notamment le Parti socialiste (Nuñez et Briona). Notre objectif n'est donc pas un accord de centre-droite. Il est celui d'un accord le plus large possible pour un futur gouvernement. Mieux. Nous pensons qu'il faut parvenir à une proposition constitutionnelle qui aurait le soutien de tous les Chiliens. Au dessus de cette constitution il doit y avoir un accord de gouvernement le plus large possible et, finalement, un accord politique pour soutenir le gouvernement de transition et pour présenter une formule de gouvernement avant la fin de la transition. La démocratie chrétienne est extrêmement intéressée à ce que le Parti socialiste participe à cette formule de gouvernement. Nous pensons que la coopération entre le socialisme démocratique chilien et la DC est une clé maîtresse pour la stabilité politique et le développement social du pays. C'est là notre position.

Nous voulons que participent le MAPU, la Gauche chrétienne, mais nous ne pensons pas être le cœur d'un quelconque schéma de centre-droite. Ce serait là une vision étroite des choses et je pense qu'elle rendrait invivable un pacte de gouvernement futur.

- Qui engloberait ce pacte ?

- Ce pacte doit se faire dans le cadre de l'Accord national.

- Quelle va-t-être votre attitude face au Parti communiste ? Je vous pose la question parce que, d'une part, vous ne pouvez l'exclure de la future démocratie mais d'autre part, vous ne pouvez pacter avec lui car ce serait retarder une possible issue à la situation actuelle.

- Nous pensons que le PC doit se définir une bonne fois pour toutes. Il doit dire s'il est et entend demeurer un parti démocratique ou s'il veut continuer à courir deux lièvres à la fois. D'une part, il dit qu'il veut être considéré comme ce qu'il est historiquement, comme un parti démocratique mais, de l'autre il fait sien la violence. Cette dualité est un grave préjudice pour le processus de reconstruction démocratique et donne à Pinochet des justifications pour considérer le PC comme une organisation violente. Il faut maintenant que le PC se définisse non seulement en paroles mais aussi dans ses actes face à la violence et au terrorisme.

- La dernière proposition faite par l'Alliance fut reçue favorablement par le MDP. Quelle peut-être la prochaine étape ?

- L'étape suivante consiste en ce que les forces armées étudient et révisent cette proposition. Quand une proposition reçoit un accueil favorable non seulement du MDP mais aussi des forces du centre et de la droite, elle doit être prise en considération par des forces armées. Elles ne sont pas étrangères. Elles sont aussi formées de Chiliens et doivent se rendre compte qu'en agissant comme elles le font actuellement, elles s'éloignent chaque jour plus de leurs responsabilités professionnelles. Pour conserver leur professionnalité, elle doivent s'entendre avec la société civile. Voilà comment peut s'opérer au Chili une réconciliation démocratique. Si les militaires pensent obtenir une défaite des civils, ils se trompent. Par cette voie, ils ne peuvent que s'isoler davantage. Nous ne voulons quant à nous la défaite de personne. Ce que nous désirons, c'est nous entendre avec eux et la formule que nous proposons est mise par écrit. C'est la formule de l'Alliance démocratique et elle ne peut être autre chose que de parvenir dans le plus bref délai à une consultation populaire car ni nous ni les militaires sont propriétaires de ce pays. Encore moins Pinochet qui comme tous les dictateurs finit par se croire Dieu et croit représenter le senti-

ment national parce que ses fidèles inconditionnels et ses familiers l'applaudissent.

- La majorité des gens au Chili pensent que la situation est plus tendue de jour en jour et demande aux hommes politiques de donner des solutions concrètes. Que propose la Démocratie-chrétienne ?

- La démocratie chrétienne, pour sa part, est consciente du fait que cette situation doit se terminer pour revenir à quelque chose de très simple, pratique et valable en permanence : un plébiscite pour savoir ce que pensent les Chiliens ; un plébiscite qui s'effectue par un vote libre et à bulletin secret.

- Mais le général Pinochet ne va jamais réaliser ce plébiscite. Alors que pensez-vous

faire pour parvenir à un accord dans ce sens avec les forces armées ?

- J'ai déjà dit que le général Pinochet était l'obstacle, non seulement à un plébiscite, mais à toute transition normale à la démocratie. Par rapport à ce que nous pensons faire, nous allons continuer à insister verbalement et par écrit, au Chili et ailleurs, pour que les forces armées comprennent que nous sommes disposés à un parvenir à un accord sur une formule qui implique responsabilité, délais et objectifs. C'est là un point. Ensuite, nous allons continuer à impulser la mobilisation sociale dans laquelle la société puisse exprimer de façon pacifique, mais concrète, son refus de l'institutionnalisation du régime en vigueur, qui, n'ayant aucune légitimité, a perdu sa crédibilité. ■

Propos recueillis par APSI,
7 septembre 1986.

DOSSIER CHILI

Les méandres du PC chilien

Nous publions ci-dessous deux déclarations du secrétaire général du Parti communiste chilien, Luis Corvalan, qui vit à Moscou depuis 1976, date à laquelle il fut échangé contre le dissident Boukovski. ■

Dominique LEGRAND

Le premier de ces deux textes est extrait d'un article paru dans la revue soviétique *Temps nouveaux* en octobre 1985. L'autre est une interview accordée à la revue chilienne *ASPI* en août 1986. Moins d'un an donc sépare ces deux prises de position et, pourtant, elles sont bien différentes.

Dans l'une, celle de 1985, il est question de "rébellion populaire" et d'un "soulèvement de masse" comme la forme que prendra la chute de la dictature.

Dans la seconde, si Corvalan insiste beaucoup sur le dialogue avec les forces armées (et de façon particulièrement honteuse quand il parle de l'épisode de l'Unité populaire), on y cherche en vain toute allusion à un quelconque objectif insurrectionnel.

Plus, si en 1985, on parle de la "nécessité de mettre en pratique, les formes de lutte les plus diverses, pacifiques et violentes", toute allusion à cette même violence est écartée par une pirouette en 1986.

Il serait faux de croire qu'il s'agit là d'une déclaration isolée. On trouve la même tonalité dans un article d'un autre dirigeant du PC - également à l'extérieur, il est important de le préciser - Volodia Teitelboim. Ce dernier dans *El Pais* du 30 septembre 1986, réaffirme clairement le tournant pris par le MDP avant la grève générale de juillet 1986. (voir article page 3) "Un opposant aussi tenace à la

dictature comme l'est le MDP a exprimé sa disposition à dialoguer avec l'armée, en excluant bien sûr Pinochet. Partie prenante de cette coalition de gauche, le Parti communiste qui, au Chili, est non seulement influent et puissant, mais également sensé, admet la possibilité pour les forces armées, avec l'accord général de l'opposition, d'être un des éléments qui participent à une première phase du processus de transition à la démocratie". Signalons en passant que ce même Teitelboim ne recule pas devant le ridicule, qualifiant le Général Danus d'"hirondelle qui pourrait contribuer au printemps". Et là encore, si l'on remarque une vague allusion au "droit à la légitime défense" du peuple, noyée dans un déluge de lauriers pour les militaires "anti-Pinochet", on est à cent lieues du "droit à la rébellion populaire".

Enfin, en décembre dernier, paraît un "Appel au dialogue pour une concertation démocratique" (Cf. *Le Monde* du 10 décembre 1986) signé - toujours à l'extérieur - par Corvalan pour le PC, Luis Maira pour la Gauche chrétienne et Clodomiro Almeyda pour le PS (Almeyda est rentré au Chili en mars dernier où il a été exilé dans le sud par Pinochet).

Les choses y sont précisées : "Il est possible, avec la participation active du peuple, de convenir sous certaines conditions, avec les forces armées, d'un réel processus de transition à la

démocratie". Sont écartées à la fois "la voie de la défaite militaire (de la dictature, ndr.) et celle des négociations à l'intérieur du système" au profit de la "défaite politique de la dictature, voie difficile, mais sûre".

Le PC semble donc jouer la carte d'un départ de Pinochet sous les effets de manœuvres politiques avec les militaires, l'opposition bourgeoise et l'impérialisme et paraît écarter toute perspective de renversement de la dictature par une mobilisation du peuple chilien qui imposerait la démocratie, des élections libres et une Assemblée constituante.

C'est donc un tournant radical qui s'est opéré. Le fait en soi n'est pas étonnant. La nouveauté c'est qu'il est porteur de crise au sein du PC, parce qu'il se heurte à une pratique suivie depuis près de quatre ans.

L'apparition des premières grandes manifestations anti-Pinochet vers 1982, jette dans la rue des franges entières d'une jeunesse très radicale, issue de la misère des poblaciones, qui veut en finir avec Pinochet et qui bien sûr, est peu perméable aux propos lénifiants de l'opposition bourgeoise : la différence de classe est trop importante.

A la violence des forces répressives répond, presque naturellement, la violence de ces jeunes pour qui la dictature signifie les perquisitions massives et les assassinats dans les poblaciones, le chômage, la soupe populaire, la survie au jour le jour. Signalons également que depuis plusieurs années, le MIR pratique des actions armées. (voir interview page 11).

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le tournant "rebellion populaire" du PCCh et surtout, la naissance du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) en décembre 1983. (Voir encadré page suivante) Rapidement, le Front devient la plus connue des organisations armées et la plus efficace. Sur ce plan, même s'il échoue, l'attentat contre Pinochet en septembre 1986, révèle spectaculairement le degré de préparation et d'organisation du FPMR.

Formellement, le PC et le FPMR n'ont aucun lien ; mieux, les membres du PC qui rejoignent le Front quittent automatiquement le PC. Le FPMR se veut "le bras armé du peuple chilien" et n'est pas "un nouveau parti politique". Et de fait, la pratique armée du FPMR est en osmose avec la ligne de "rebellion populaire" du PC.

Mais le changement de cette dernière est facteur de crise à la fois au sein du PC et par rapport au FPMR. Car ce cours politique de "soulèvement et rebellion populaires" s'est traduit dans la pratique des militants du PC, surtout chez les jeunes qui ont été recrutés sur cette ligne-là et qui, pour la plupart, ignorent tout de la politique du PC avant 1973, pendant l'UP.

Le FPMR n'a pas de ligne politique propre, jusqu'à présent, celle du PC lui en tenait lieu. Mais son existence même, ses actions armées qui ont repris après la répression subie pendant l'état de siège, sont difficilement conciliables avec ce

dialogue que veut ouvrir le PC avec les forces armées.

Il semble bien que les secteurs jeunes du PC aient du mal à comprendre qu'on soit passé aussi vite de la préparation de l'insurrection aux bras tendus à Matthei, Stange, Merino et autres.

Les mois qui viennent seront décisifs pour voir quelle sera l'évolution de cette crise.

Dominique LEGRAND ;
1er mai 1987

DOSSIER CHILI

Rebellion populaire ou...

Luis CORVALAN

Dans la lutte pour les transformations progressistes et révolutionnaires, notre parti a soutenu de 1956 jusqu'au coup d'Etat fasciste, la thèse selon laquelle il était possible de mener à bien ces changements par la voie pacifique. Il l'a fait fermement et de manière conséquente face aux attaques de la droite et à l'incompréhension de la gauche (...)

La voie pacifique correspondait aux conditions d'alors. La victoire de Salvador Allende aux élections présidentielles de 1970 et les transformations révolutionnaires effectuées par son gouvernement démontrèrent que les communistes avaient raison. Nous avons suivi le chemin que nous nous propositions durant une période de mille jours. La défaite subie en 1973 n'invalide pas, à notre sens, la thèse que nous développons. Mais il serait naïf de croire que dans les conditions actuelles, sous une féroce dictature terroriste qui veut se perpétuer par la force des armes, nous pourrions croire en la possibilité d'une voie pacifique ou des formes de lutte exclusivement pacifiques comme voudrait que nous le fassions l'opposition de centre-droite. (...)

Les formes concrètes de la lutte dans les conditions actuelles est une question qui se résoud dans un processus constant de pratique et d'élaboration théorique et politique. En septembre 1980 - sur la base de la nouvelle situation politique - nous avons revendiqué le droit du peuple à la rebellion contre la tyrannie. Nous l'avons fait peu de jours avant le plébiscite par lequel Pinochet imposait la constitution fasciste qui soumet le peuple à l'état d'exception permanent. Il fallait se décider. Devions-nous nous croiser les bras et attendre que le temps fasse son travail en n'étant, dans le meilleur des cas, qu'une opposition relativement commode au régime ? Ou bien devions-nous rejeter l'institutionnalité fasciste par les mots et par l'action et, en conséquence avancer la rebellion et développer la lutte combative et multiforme des masses ?

Nous avons choisi la seconde voie. Le faire était notre devoir de patriotes et de

révolutionnaires.

Les acquis de ces dernières années ne sont pas le seul fruit de nos efforts. Mais, si en 1980, nous n'avions pas compris ce que signifiait l'institutionnalisation du fascisme et si nous n'avions pas perçu les changements qui s'opéraient dans la conscience du peuple, nous n'aurions pas compris non plus les nouvelles exigences qu'imposait la lutte. Plus concrètement, si nous n'avions pas revendiqué le droit du peuple à se rebeller, si nous n'avions pas dit fermement qu'il était nécessaire de mettre en pratique les formes de luttes les plus diverses, pacifiques et violentes, si sur ce terrain, nous n'avions pas démontré que nous étions capables de passer des mots à l'action, Pinochet et sa cour ne s'inquièteraient même pas et l'opposition de centre-droite serait dans une attitude d'attente.

Tout ce qui s'est fait ces dernières années pour impulser la lutte multiforme et décidée des masses, harceler la tyrannie par tous les moyens, ne lui offrir aucune trêve, a été un facteur fondamental dans la formation d'un nouveau cadre politique du pays, a ouvert de nouvelles perspectives, a forgé un moral de combat ferme dans une partie appréciable du peuple et, explique bien l'intérêt et l'empressement de l'impérialisme américain et de certains secteurs de la bourgeoisie à trouver une solution qui soit de leur goût à cette situation conflictuelle. Le Front patriotique Manuel Rodriguez a également donné son apport à la naissance de ce climat, par des actions comme les sabotages des pylônes électriques qui exigent de hautes connaissances spécifiques, de l'organisation et de l'audace.

Nous autres communistes pensons que l'évolution la plus probable des événements conduira à un affrontement décisif entre le peuple et la dictature. " Nous le voyons - dit le rapport au dernier plenum de notre comité central - comme un soulèvement ou une insurrection de masse qui englobera toute la population, la majeure partie des forces politiques et sociales, et souhaitons le, également une partie des forces armées qui est contre la dictature. Il s'agit de parvenir à un état de rebellion généralisée qui puisse paralyser le pays : soulèvements populaires dans les principaux centres urbains avec la participation décidée du prolétariat industriel, des étudiants, des couches moyennes et des paysans. De telles actions se verraient renforcées par des coups majeurs qui accélèrent la paralysie du pays et qui contribuent à accélérer l'effondrement politico-moral des forces répressives. Ce processus culminerait dans la prise des principaux centres politiques du pays par les masses "

D'autre part, la mobilisation sociale qu'impulse le Commandement national des travailleurs (CNT) comme les idées de désobéissance civile et de non-violence active qui sont apparues du sein des partis qui compose le Bloc socialiste ou l'Alliance démocratique, font leur chemin.

La proposition d'aller vers une grève nationale de tout le pays créant à Pinochet

une situation d'ingouvernabilité, compte également le large soutien de l'opposition.

LE SOULEVEMENT EST POSSIBLE

Notre thèse sur un possible soulèvement, les propositions et les idées que nous venons de citer contiennent, à notre sens, les principaux éléments qui pourraient donner naissance à une voie originale, qui ne soit pas identifiable schématiquement avec la voie armée ou la voie non armée. Elle peut dans la pratique, s'approcher de l'une ou l'autre, être plus ou moins violente ou plus ou moins pacifique, selon l'ampleur du mouvement, la décision et la capacité combative des masses et des changements qui pourront se produire dans la mentalité et la conduite des forces armées et dans l'attitude qu'elle prendront au moment décisif.

Il n'y a pas de muraille de Chine entre l'une et l'autre forme de lutte. Elles ne sont ni antinomiques ni irréconciliables, mais complémentaires. Nous parlons quant à nous de rébellion et de soulèvement du peuple, d'autres parlent de désobéissance civile et d'ingouvernabilité du pays. Nous pouvons nous demander quelle est la différence conceptuelle existant entre les deux ? S'il y en a, c'est question de nuances. Nous voyons dans toute ces propositions une attitude de lutte différente face à la dictature et une position révolutionnaire. Dans une certaine mesure, les protagonistes du processus social apprennent les uns des autres et nous recueillons et assimilons ce qui naît de la pratique des masses. ■

Luis CORVALAN
Moscou, octobre 1985

DOSSIER CHILI

...Dialogue avec les militaires ?

- **APSI** : Beaucoup pensent que l'opposition doit présenter une proposition commune et offrir ainsi une alternative claire qui aiderait à rassembler la volonté et l'action du maximum de gens contre Pinochet.

- **Luis CORVALAN** : Notre Parti est disposé à s'asseoir à la table des négociations avec tous les autres partis d'oppositions à tout moment et jusqu'à ce que la fumée blanche en sorte, jusqu'à l'établissement d'une proposition. Nous pensons qu'il est possible de se mettre d'accord sur un compromis en 3 ou 4 points, sur lesquels d'ailleurs nous sommes virtuellement en accord, qui se retrouvent dans les différentes propositions qui ont été faites après celle du MDP qui, comme vous le savez a eu un grand retentissement.

LE FPMM, "Bras armé du peuple chilien"

Le FPMM est le bras armé de tout le peuple dans sa lutte contre la tyrannie, c'est la réponse apportée au peuple chilien qui réclame une direction sur le terrain militaire. (...)

Ce n'est pas un nouveau parti politique et il ne prétend disputer l'espace de personne. Il est constitué de personnes appartenant aux différents secteurs de la réalité chilienne où se retrouvent différentes formes de la pensée humaine et qui sont dans leur grande majorité des jeunes provenant des secteurs populaires. (...)

Le FPMM est arrivé à la conclusion qu'il ne sera possible d'abattre la dictature qu'en usant de toutes les formes de lutte, y compris la lutte armée. (...)

A l'heure actuelle, existe un rapport de force politique et social favorable aux forces progressistes. Il est nécessaire de :

- **Construire la force militaire du peuple.** Pour se faire il faut créer et développer dans chaque lieu et zone les Milices rodriguistes, qui sont des organes authentiquement populaires qui auront à charge l'organisation et le développement des capacités combattives de tout le peuple, dirigeant aujourd'hui l'autodéfense et faisant les pas nécessaires pour assumer des tâches décisives lors d'une étape supérieure de la lutte.

- On doit parvenir à l'**unité des différents détachements armés du peuple** afin de coordonner les actions et préparer les coups décisifs contre les forces de la dictature.

- **Le soulèvement national** consiste à paralyser le pays par la mobilisation décisive et permanente des masses, avec la levée de tout le peuple, tant dans les villes que dans les campagnes et avec les coups les plus durs portés aux forces répressives, afin de parvenir à l'effondrement politique, moral et militaire du régime et de permettre l'occupation par les masses populaires des principaux centres urbains du pays. ■

Bulletin d'information du FPMM, janvier 1984.

- Alors que se passe-t-il, pourquoi cette proposition commune est-elle toujours repoussée ?

- Je préfère ne pas jeter d'huile sur le feu et préfère donc ne pas nommer les responsables de ce retard.

- L'attitude du PC face à la violence n'est-elle pas un obstacle à un accord sur une proposition unique de tous les partis d'opposition ?

- Franchement non. C'est bien plus un prétexte. Ce qui est sûr, c'est que depuis le coup fasciste de 1973, la violence domine la vie politique au Chili à cause de l'application de la doctrine politique dite de Sécurité nationale qui a mené les forces armées à déclencher une guerre intérieure contre leur propre peuple. On ne peut fermer les yeux face à cette réalité. Il faut en sortir en commençant par le début, c'est-à-dire en finir avec la tyrannie.

- Ne pensez-vous pas que l'opposition ne parvient pas à un accord parce que certains ne veulent pas d'un pacte avec le PC ?

- Oui, dans une certaine mesure. Le problème est, que si cette proposition ne vient pas de l'ensemble de l'opposition, elle sera comme l'Accord national, une proposition bancale. Ce ne sera pas une proposition commune, elle n'aura pas le soutien de l'ensemble du peuple et donc elle n'aura pas l'autorité et la force nécessaires dont nous avons besoin.

- Le Parti communiste s'est prononcé en faveur du dialogue et d'un accord avec les forces armées ?

- Oui, à l'image des autres partis d'opposition ce qui, soit dit en passant, est un point d'accord très important.

- Mais beaucoup de gens disent que les forces armées ne veulent pas d'un accord et

du dialogue avec les communistes.

- Nous avons de fait un dialogue avec les forces armées, ou plutôt avec des membres des forces armées.

- Egalement avec des généraux ?

- Je ne pense pas, pas encore tout du moins. Mais nous avons le contact avec des officiers et bien sûr avec les sous-officiers et les soldats. Je reconnais que les forces armées ne se caractérisent pas par leur sympathie pour les communistes. Presque tous les officiers sont passés par les écoles du Pentagone et tous ont été formés dans l'anticommunisme le plus irrationnel et le plus primitif. Mais qu'est-ce qui dit qu'ils ne peuvent pas changer ? Laissez-moi vous dire une chose. Au moment de la victoire de Salvador Allende, dans ces jours de forte tension entre son élection et sa prise de possession de la charge présidentielle, nous autres communistes, nous avons pris contact avec les hauts officiers des forces armées. Modestie mise à part, nous avons aidé à établir entre eux et le nouveau Président une certaine compréhension face à un certain nombre de problèmes. Nous avons eu à cette période de nombreuses réunions avec les généraux. Peu à peu, ces derniers ont appris à nous connaître, à connaître notre façon de penser, notre comportement, ils ont appris à nous connaître sur beaucoup de plans. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'idéologiquement et sur de nombreux points il y avait une grande distance entre eux et les communistes. Mais beaucoup d'entre eux ont appris à nous connaître et nous estimer pour notre sérieux, notre loyauté. C'est évident. Dans ses mémoires, Carlos Prats (1) fait mention de plusieurs communistes qu'il a connus de plus près dans ces moments et

(1) Le général Prats, réfugié en Argentine après le coup d'Etat militaire, fut assassiné par la DINA, la police politique chilienne en septembre 1974.

ils les traite tous avec respect voire avec affection.

- Vous m'avez dit que le PC dialoguait avec des membres des forces armées. Mais prenons un cas de figure : les forces armées comme institution acceptent le dialogue avec l'opposition mais pas avec le PC. Que feriez-vous alors ?

- Le plus probable est qu'un tel dialogue ne serait qu'une conciliation pour appliquer une politique visant à "effacer l'ardoise", à délivrer un sauf-conduit aux responsables des crimes commis et à laisser plus ou moins intactes les institutions militaires. Ce ne serait pas une bonne chose. De toute façon nous examinerions les faits et nous agirions en conséquence.

- Le Parti national, dans la lettre qu'il a envoyée à la Démocratie chrétienne le 8 juillet propose un pacte des partis politiques duquel les communistes et le MDP devraient s'auto-exclure ou être exclus. Qu'en pensez-vous ?

- L'auto-exclusion ou l'exclusion des communistes ou du MDP d'un éventuel pacte politique ne dépend ni du Parti national ni de la DC ni de personne. Nous sommes convaincus quant à nous et beaucoup de gens le sont avec nous, que le MDP et le PC constituent une force qu'on ne peut écarter aujourd'hui dans la lutte contre la dictature et qui jouera demain un rôle encore plus important.

- Mais le PC ne propose pas d'être partie penante d'un gouvernement provisoire qui succéderait à celui de Pinochet ?

- C'est là une chose différente. A l'heure actuelle, on ne peut affirmer catégoriquement quelle va être la situation quand la dictature tombera. Nous luttons pour que la dictature soit remplacée par un régime démocratique avancé vers le socialisme. C'est une solution possible, à notre avis ce serait la meilleure et celle qui, en définitive, se concrétisera même si ce n'est pas dans un premier temps. Mais à l'heure actuelle, j'insiste, l'issue n'est pas claire et c'est pour cela qu'aucun parti ne pose comme condition de participer au gouvernement qui remplacera la tyrannie et qui sera, sans aucun doute, un gouvernement de consensus. Nous ne considérons pas qu'il soit indispensable d'y participer. Bien entendu, nous ne participerions pas à un gouvernement qui n'irait pas au-delà d'un simple changement d'hommes à la Moneda et qui voudrait, par exemple, laisser intactes les structures de l'Etat fasciste. Nous participerons au gouvernement quand le rapport des forces le permettra et quand la volonté du peuple l'imposera. Voilà pourquoi nous luttons. Mais en premier, c'est ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, il faut en finir avec la dictature. ■

Propos recueillis par *ASPI* ;
Moscou, août 1986.

DOSSIER CHILI

Grave crise dans le MIR

Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) chilien, fondé en 1965, connaît actuellement une crise très grave.

Le bilan de l'activité passée, les perspectives tactiques et stratégiques, le modèle de construction du parti, sont au centre des divergences.

Par la place qu'occupe le MIR dans le mouvement ouvrier chilien et dans le mouvement révolutionnaire latino-américain, ce débat est important et concerne tous les révolutionnaires, au-delà même de ce continent.

Cette crise est publique au Chili. Les débats qui traversent le MIR sont des questions essentielles discutées dans toute la gauche chilienne. Nous y reviendrons.

INPRECOR présente aujourd'hui les différentes positions en présence. Nous publions ci-dessous une interview d'Andrés Pascal Allende, secrétaire général du MIR depuis la mort de Miguel Enriquez en 1974, interview réalisée par la revue chilienne *APSI*. D'autre part, *INPRECOR* a rencontré Jorge Flores, représentant du MIR en Europe, opposé à l'orientation défendue ici par Pascal Andrés Allende. ■

- **APSI** : On parle beaucoup de deux logiques dans les formes que prend aujourd'hui l'opposition au régime, la logique politique et la logique militaire. Pourriez-vous m'expliquer comment les deux coexistent ?

- **Andrés Pascal ALLENDE** : Nous ne pensons pas qu'il existe deux logiques. C'est une abstraction.

- Je fais référence à la chose suivante : l'ensemble des forces d'opposition, à travers les organisations sociales, se sont mises d'accord sur des méthodes pacifiques pour parvenir à une situation d'ingouvernabilité. Le MIR, par le biais de quelques organisations, participe à l'Assemblée civile. Alors qu'en est-il exactement ?

- La réponse me semble évidente. Nous sommes avec l'Assemblée civile et nous sommes pour impulser une mobilisation offensive, pour développer une mobilisation constante, nous sommes pour les protestas et pour les grèves.

- Mais en même temps, vous parlez d'armer le peuple ?

- Nous pensons quant à nous qu'il est non seulement légitime que le peuple se rebelle et utilise toutes les formes de luttes, mais que c'est absolument nécessaire pour avancer vers l'objectif que nous nous fixons, en finir avec la dictature. De plus, nous pensons qu'il est indispensable d'organiser militairement le peuple, pour la construction d'une démocratie réelle au Chili, comme pour organiser les futures forces armées démocratiques et populaires.

- Mais c'est Pinochet qui a appliqué la logique de la guerre ? Etes-vous pour entrer dans ce scénario de lutte frontale ?

- Je pense que non seulement Pinochet, mais aussi les forces armées,

l'impérialisme américain, le grand patronat, les secteurs de droite, ont déclaré la guerre à notre peuple. Nous n'avons déclaré la guerre à personne. Il suffit de voir dans ces derniers jours, pendant la grève, comment ils ont encore occupé militairement le pays. Aussi, je crois que le peuple a le droit légitime et la nécessité de se défendre contre cette répression.

- Mais êtes-vous en train d'armer le peuple dans un seul but d'autodéfense ou pour préparer un affrontement ?

- De fait, nous impulsions activement le développement de l'autodéfense armée et la formation des milices de "La résistance populaire Salvador Allende" qui s'organisent parmi la jeunesse, dans les poblaciones, dans les usines. A ces milices revient de participer aux mesures défensives dans les protestas et les grèves comme à l'agitation armée contre les forces répressives. D'autre part, le MIR forme des groupes de combat qui ont une meilleure préparation militaire et un meilleur armement et qui réalisent des actions offensives, avec l'objectif évident de déstabiliser la dictature, actions que tout le monde connaît qui ont un caractère de guérilla.

- En parlant de ces actions, vous aviez signalé l'an dernier, dans une interview à *El Mercurio*, que toutes les actions directes de sabotages, de poses de bombes, d'attentats etc. étaient attribuables pour 50% au FPMR et pour 50% au MIR. Et vous n'avez même pas reconnu 1% de ces actions à d'autres secteurs qui ne sont pas précisément dans l'opposition mais qui ont également commis des attentats ou des sabotages.

- Il est possible que les choses aient été comprises ainsi. Toutefois il faut expliquer que si dans l'interview en question mes paroles ne furent pas modifiées, par contre l'ordre des questions le fut. Si

bien qu'il reste aujourd'hui cette image que toutes les actions militaires étaient de notre fait ou du FPMR. Mais, un peu plus loin dans cette même interview, il est clairement montré que nous nous opposons aux actions terroristes. Ici, le seul qui fasse usage du terrorisme, c'est le régime, au travers de la torture, des assassinats et des auto-attentats.

- Est-ce que cela signifie que vous êtes pour les actions de "justice" ?

- Mais au Chili, il n'y a pas de justice et donc nous continuerons de réaliser des actions contre les groupes répressifs. De fait, nous avons agi contre les forces spéciales des carabiniers. Nous avons également opéré des actions contre Manuel Contreras (1). Elles ont échoué. Ce "monsieur" a beaucoup de chance, c'est le diable qui doit l'aider. Maintenant je tiens beaucoup à ce qu'il soit très clair que nos actions armées sont uniquement dirigées contre les forces répressives qui assassinent le peuple. En plus des actions armées, nous réalisons également des sabotages et des coupures d'électricité entre autres, mais nous veillons toujours soigneusement à ce que nos actions ne touchent pas des innocents et les gens du peuple dont nous faisons partie.

- Pardon, mais en faisant toutes ces actions, vous entraînez une répression plus forte contre le peuple, un plus grand nombre de morts et une radicalisation accentuée du pays.

- Ecoutez, dans les premières années de la dictature, quand il y eut des milliers d'assassinats, des actions de ce type n'existaient pas. Et pourtant la répression a continué, chaque jour plus forte, durant toutes ces années. On continue de tuer au grand jour. Il suffit de voir le cas de ceux qu'on vient de brûler. (2)

- Mais que pensez-vous résoudre avec ce type d'actions armées ?

- Eh bien par exemple, dans le cas de Carol Urzua (3), nous voulions porter un coup aux services de renseignements. Bien entendu cette action a été fortement critiquée, parce que c'était juste au moment où les courants qui veulent négocier dans l'opposition étaient à la recherche d'un dialogue avec le gouvernement. Dans cette perspective, l'action Carol Urzua a été critiquée par certains secteurs politiques, mais pas par les secteurs populaires. En conséquence, nous croyons qu'asséner des coups à la dictature est facteur de mobilisation, de renforcement et d'impulsion de la rébellion anti-dictatoriale.

- Mais ne pensez-vous pas que le MIR, qui existe en tant que force, mais qui est minoritaire, en réalisant ces actions laisse sans conduite la majorité de l'opposition qui n'est pas pour la guerre ?

- La question que vous me posez suppose que le MIR conçoit la lutte contre la dictature comme une lutte entre deux appareils armés : celui de la résistance, d'un côté et celui du régime de l'autre. Nous avons une stratégie politico-militaire. Nous impulsions activement la participation populaire dans la mobilisation sociale, dans l'autodéfense comme dans la lutte militaire. Sur ce terrain, naturellement, on n'est pas encore parvenu à un développement de l'affrontement armé à la dictature. En conséquence, nous ne pouvons pas dire qu'il existe une armée populaire face à l'armée dictatoriale. Nous avons des militants du peuple qui participent à la lutte armée. Ce n'est pas la majorité mais ce n'est pas un problème, car dans aucun processus révolutionnaire, comme le démontre l'histoire, ce n'est jamais tout le peuple qui prend physiquement les armes. Mais bien sûr, la majorité de ce peuple appuie l'articulation des différentes formes de lutte. Notre politique ne consiste pas à faire une guerre de "cow-boys" entre la CNI et le MIR. Nous posons le problème de l'affrontement armé contre la dictature comme faisant partie d'un processus qui impulse la rébellion populaire, qui impulse l'organisation sociale et politique et l'organisation des milices de masse. En conséquence, je le redis, nous pensons qu'il y a pas contradiction entre les différentes formes de lutte. Il s'agit de profiter du moment pour articuler toutes les formes de lutte. Nous avons un profond respect pour l'Assemblée civile et pour l'action que développent tous les partis politiques.

- Pourtant, des secteurs très importants du pays et de l'opposition maintiennent fermement que cette contradiction existe.

- Bien évidemment il y a contradiction pour ceux qui veulent négocier avec les forces armées. Il y a contradiction pour ceux qui veulent négocier avec le gouvernement et parvenir à un accord de transition vers un régime de démocratie restreinte. Pour eux il y a contradiction : pour ceux qui acceptent que les forces armées continuent de jouer un rôle clé dans le futur de ce pays. Aujourd'hui, les grandes majorités nationales (et je ne fais pas seulement référence aux secteurs populaire mais aussi à de larges couches intermédiaires) exigent un changement démocratique profond dans notre pays. D'autre part, le régime de Pinochet est isolé socialement et politiquement, il ne lui reste que la force militaire, s'il ne l'avait pas il ne durerait plus très longtemps. Maintenant, on ne peut estimer le rapport des forces en fonction du seul Pinochet. Il faut également prendre en compte les forces qui sont pour pérenniser l'ordre économique et social actuel et les forces qui à l'inverse, sont pour un changement démocratique et populaire. C'est la véritable polarisation qui s'accroît dans notre pays. Dans cette optique, je pense qu'il y a des forces puissantes qui s'opposent à un profond changement politique et social, si bien que notre lutte

n'a pas pour seul but d'en finir avec Pinochet. Nous voulons de profondes transformations démocratiques, économiques et sociales. Le rapport des forces doit donc aussi s'estimer en fonction de la volonté de réaliser ce changement.

- Voyez-vous la fin du régime par une défaite militaire ou par une négociation avec les forces armées ? En un mot, à la nicaraguayenne ou à l'argentine ?

- Ce sera forcément "à la chilienne" parce que chaque pays a sa propre réalité. Nous pensons que la fin du régime se fera au travers du développement d'un affrontement social, politique et militaire. Cela ne signifie pas une guerre entre deux armées. Il s'agit d'en finir avec un certain état de choses à travers l'ingouvernabilité produite par la lutte sociale, par la lutte politique et par la lutte militaire. Ce régime sera remplacé par un autre et là, les alternatives sont différentes. Nous pensons qu'il faut un gouvernement large, national et populaire. Maintenant, le problème c'est que nous sommes face à une tentative de concertation de forces différentes parmi lesquelles les forces armées, l'impérialisme, le grand patronat, des secteurs de droite et même des courants de l'opposition bourgeoise, qui veulent un accord impliquant la fin du régime actuel en 1989 et son remplacement par un nouveau gouvernement civil ou militaire qui, en définitive, mettrait sur pieds une démocratie restreinte. Si cela venait à se produire, nous ne pensons pas que la crise sociale, économique, politique et morale de ce pays serait résolue.

- Donc vous pensez qu'aussitôt après ce gouvernement, il faut installer une démocratie profonde et populaire.

- C'est ce que nous voulons ; en finir avec ce régime et conquérir ainsi une démocratie profonde.

- Pourriez-vous me dire quelles sont les caractéristiques de cette démocratie que vous proposez ?

- Il faut remplacer la dictature par un gouvernement d'urgence, constitué de toutes les forces démocratiques conséquentes et qui se base sur le pouvoir populaire, c'est-à-dire un gouvernement de caractère démocratique et populaire qui répondrait aux aspirations du Chili : abrogation de la constitution dictatoriale et convocation une assemblée constituante

1) Manuel Contreras, chef de la DINA, compromis dans l'assassinat aux Etats-Unis en 1976, de l'ancien ministre de l'UP, Orlando Letelier.

2) Durant la grève de juillet 1986, deux jeunes gens furent arrosés d'essence et brûlés vifs par les carabiniers.

3) Carol Urzua, un des responsables des services de renseignements chiliens. Abattu par le MIR en septembre 1983.

démocratiquement élue où notre peuple décide souverainement le futur institutionnel du pays ; élimination de tous les appareils répressifs ; refonte démocratique des forces armées ; faire passer en jugement tous les responsables de la dictature ; suspension de tous les juges compromis avec la dictature afin d'entreprendre une profonde restructuration du système judiciaire ; en finir avec tous les groupes monopolistes qui contrôlent l'économie du pays ; rétablissement des libertés politiques et sociales sans aucune restriction. Maintenant si ce changement porte au pouvoir un autre gouvernement bourgeois qui ne donne pas satisfaction aux revendications populaires, qui maintient les forces armées intactes même s'il les fait rentrer dans leurs casernes, nous continuerons à lutter pour un gouvernement démocratique et populaire. Si un gouvernement de ce type ne voit pas le jour, la rébellion va s'accroître et nous serons avec les masses, avec toutes les

formes de luttes nécessaires, pour atteindre l'objectif d'un authentique gouvernement démocratique et populaire tel que je l'ai décrit.

- Depuis le PC - à gauche - jusqu'aux secteurs de la droite qui sont dans l'opposition, tous sont d'une façon ou d'une autre, favorables à la négociation avec les militaires. Y-êtes-vous disposés ?

- Nous n'allons pas négocier, nous allons lutter.

- Vous allez rester totalement isolés ?

- Non, nous ne serons pas seuls parce que nous sommes insérés dans le mouvement populaire qui est la majorité de ce pays.

Propos recueillis par APSI ;
Santiago du Chili, août 1986

DOSSIER CHILI

"En finir avec le foquisme"

- **INPRECOR** : Peux-tu dire rapidement qu'elle est la situation de la gauche chilienne aujourd'hui ?

- **Jorge FLORES** : D'une certaine façon, la gauche a subi un échec en 1986, parce que 1986 était vue comme une année décisive. Nous avions quant à nous gardé une certaine réserve sur ce que pouvait recouvrir cette idée d'année décisive. Nous la pensions décisive pour l'accumulation des forces mais non pour en finir totalement avec la dictature. En 1986, la gauche commence à rencontrer des difficultés dans son projet démocratique populaire. Tout d'abord, elle révisé en baisse certains des points fondamentaux du programme du MDP, alors qu'à notre avis, cette plate-forme était la plus à gauche qu'ait jamais produite la gauche chilienne dans son ensemble. En 1986, certains secteurs de gauche commencent à introduire l'idée d'une défaite politique de la dictature, alors que d'autres secteurs, comme nous, réaffirment la nécessité d'abattre la dictature. En 1986 les travailleurs, le peuple en général, voulaient aller plus loin dans leur lutte. Or, nous étions confrontés au retard des partis, par exemple, retard dans la construction du pouvoir populaire, qui figure dans le programme du MDP. Le MDP ne doit pas être seulement une expression politique du mouvement de masse mais aussi l'expression de base et la direction de la lutte. Survient alors l'attentat contre Pinochet qui, d'une part légitime la lutte

démocratique du peuple chilien, mais d'autre part, accélère par son échec le processus d'institutionnalisation. L'état de siège constitue un revers pour la gauche, avec ce qu'il implique de terreur et de répression contre la population. Cette situation qui dure cinq mois aiguise au sein de la gauche, la discussion entre ceux qui sont pour abattre la dictature et ceux qui sont pour sa défaite politique, sur le modèle de ce qui s'est produit en Argentine ou en Uruguay. Dans les deux cas la dictature ne fut pas abattue par le mouvement de masse, c'est toute la différence et nous voyons ce qui se passe aujourd'hui en Argentine.

Cette période de repli imposé par la dictature provoque des difficultés et des crises dans les partis de gauche. C'est vrai pour le Parti communiste, ou pour le Parti socialiste Nuñez. Ceci dit, je pense que la gauche qui voulait reprendre l'initiative en 1987, essayer de redonner une perspective de lutte et de mobilisation, est en bonne voie. La gauche était sur la défensive, non après l'attentat contre Pinochet, mais après la découverte des armes. Le type et la quantité d'armes impliquaient la perspective d'un affrontement à un niveau supérieur, ce qui n'était pas sans problème pour une partie de la gauche.

- Cela-veut-il dire que la revendication des arsenaux par le FPMR a effrayé la gauche ?

- Effrayé non. Mais il faut comprendre qu'une partie de la gauche a une tradition réformiste. Jusqu'à 1980, seul le MIR avançait des formes de lutte armée contre la dictature. A partir de 1980, le PC adopte une ligne de rébellion populaire, qui inclue les mobilisations de masse, la lutte milicienne et qui se traduira par la formation du FPMR. Mais cela ne signifie pas que des secteurs de gauche aient oublié cette politique réformiste qui réapparaît et s'exprime aujourd'hui. Il serait faux de dire que la gauche a désormais dépassé le

réformisme et l'affaire des arsenaux résoudre cette contradiction.

Cette situation est difficile pour la gauche qui doit, d'ici 1989, parvenir à une accumulation des forces politiques et sociales importante. Il faudra profiter de cette situation "d'ouverture" pour frapper la dictature avec plus de force, d'organisation, de combativité.

- Autre point maintenant. Une scission s'est produite dans le MIR. Quelles sont les divergences qui ont produit cette crise, quelle est leur origine et comment se traduisent-elles dans la pratique ?

- Tout d'abord je veux préciser que le MIR n'est pas divisé mais vit une crise très forte qui peut avoir une dynamique de rupture.

Deuxième élément important, la crise est une crise d'une organisation révolutionnaire. Le MIR est né après la révolution cubaine qui souleva énormément d'espérance chez tous les révolutionnaires d'Amérique latine. Faire la révolution est le seul but du MIR. Son programme, sa stratégie, sa tactique évoluent suivant la réalité de la société chilienne mais toujours dans un seul but, faire la révolution. Toutes les crises qui ont affecté le parti furent des crises de révolutionnaires, et non des questions personnelles ou des luttes d'individus.

Cette crise est extrêmement sérieuse. La naissance du MIR impliquait une rupture avec le réformisme. Le MIR se différencie dès le départ des autres formations de gauche parce que ses choix stratégiques et tactiques sont orientés vers la prise du pouvoir révolutionnaire, contre les conceptions étapistes du processus révolutionnaire qui sont celles des organisations réformistes.

Vingt ans ont passé depuis et il n'y a pas de bilan estimant quels étaient les objectifs que se fixait le MIR et ce qu'il a fait. Il faut souligner que cette crise n'a pas touché le seul MIR, elle a frappé durement toute une génération de révolutionnaires latino-américains. Ce qui est en crise, c'est une conception de la pratique et de la stratégie révolutionnaire héritée des années soixante. Cette crise a durement frappé l'avant-garde révolutionnaire du Cône sud qui était très puissante au début des années soixante-dix en Argentine, en Bolivie, en Uruguay.

- Ces organisations auxquelles tu fais allusion, l'ELN bolivienne, l'ERP en Argentine ou les Tupamaros en Uruguay, avaient comme caractéristiques d'être des organisations révolutionnaires armées.

- Oui. Aujourd'hui il faut réfléchir au schéma de la prise du pouvoir qui a produit la révolution cubaine comme la révolution nicaraguayenne. Le MIR qui a pourtant joué un rôle important dans l'élaboration théorique révolutionnaire

chilienne est tombé dans un certain stalinisme. D'une certaine façon, notre appréhension du marxisme, au lieu de nous faire aller de l'avant en terme d'analyse, nous a fait stagner. Beaucoup d'analyses faites après 1973 étaient construites sur des catégories éloignées de la réalité nationale du moment, tout simplement parce que cette réalité avait changé. Nous analysons cette société comme nous l'aurions fait en 1965. Nos analyses avaient dix ans de retard.

Le Chili a connu les mutations que connaît toute société en vingt ans, et d'abord, sa formation sociale. Beaucoup de choses ont changé et le MIR ne percevait pas ces changements. La classe ouvrière a changé. La dictature même et son modèle économique ont entraîné la marginalisation d'importants secteurs productifs, des secteurs entiers de la société chilienne ont été exclus du processus de production, mais, bien qu'aujourd'hui marginalisés, ces secteurs ont toujours une conscience de classe dans la mémoire. Bien évidemment, ces changements dans la structure sociale entraînent des modifications dans la conscience de classe. Cette situation ne nous préoccupait pas beaucoup après deux ou trois années de dictature, mais quand nous avons vu que celle-ci durait, nous en avons déduit que le parti devait changer. Ces changements n'ont pas touché le seul Chili, nous pouvons voir qu'à travers les différents modèles de dictature mis en place en Amérique latine avec l'aide de l'impérialisme américain, c'est un nouveau modèle économique que ce dernier veut imposer à tout le continent.

Le coup d'Etat, base de ce changement au Chili, a détruit une grande partie du patrimoine culturel et politique de la classe ouvrière. Il y a aujourd'hui plus de Chiliens, mais moins de Chiliens organisés. Environ 5 millions de personnes ne sont parties prenantes d'aucune structure sociale organisée. Ils s'expriment de façon ponctuelle au travers des protestations mais n'ont pas d'organismes de masse qui les représentent de façon permanente. Cette analyse de la formation sociale est un de nos éléments de différenciations.

Autre élément de différenciation, nous pensons que la pratique politique suivie relevait du foquisme urbain. Bien sûr, il y avait critique du foco tel qu'il s'exprima au début des années soixante, la guérilla rurale, cette vision de l'étincelle qui met le feu à la plaine etc., mais il y avait bel et bien foquisme urbain qui se traduisait par l'absence de perspectives politiques pour l'ensemble de la société. Je parle là de la politique du MIR vers l'année 1978, quand il élabore une ligne politique stratégique et tactique fondamentalement en direction des secteurs de gauche, héritiers de l'Unité populaire, dont l'activité recommence à se manifester. Avoir une politique en direction de ces secteurs était juste, ce qui ne l'était pas, c'était l'absence de politique vis-à-vis des secteurs les moins avancés. Ces erreurs du foquisme politique nous ont coûté très cher en 1983.

A cette époque, des propositions très concrètes de luttes miliciennes, de propagande armée et de développement de la guérilla sont faites. Là encore, ce n'est pas faux en soi. Ce qui l'est, c'est toujours cette absence d'une politique d'ensemble. Ce foquisme ne prend pas et un certain sectarisme nous isole du reste de la gauche.

Nous pensons que des secteurs du parti offriront au peuple chilien une perspective militaire mais non politique. Ce cours est à l'origine des polémiques et des discussions dans le parti qui se traduisent aujourd'hui en crise ouverte.

En premier lieu, nous ne sommes pas d'accord sur le bilan. Nous pensons qu'étant donné ce qu'a fait le MIR, ce qu'a créé le MIR, le comportement de ses militants, leur dévouement, la façon dont ils se sont affrontés à la dictature, tout cela aurait dû se traduire par un certain nombre de succès du parti.

La grande majorité des militants, des cadres intermédiaires, ne sont plus disposés à suivre une politique qui mène à l'échec. Une organisation ne peut fonctionner en subissant tant d'échecs, c'est de toute évidence, le signe que quelque chose ne va pas. Nous voulons une politique qui mène à la victoire, que le MIR devienne l'instrument de lutte de la classe ouvrière et des secteurs populaires. Nous pensons quant à nous que le MIR est en condition de faire une politique qui mène à la victoire si l'on fait participer l'ensemble du parti à l'élaboration de la ligne politique.

Cette élaboration ne peut être l'apanage d'un secteur de la direction qui ensuite la répercute dans le parti. C'est une pratique néfaste parce qu'elle nuit à l'efficacité du parti. Si elle se traduisait par des résultats positifs, cela ne poserait pas de problèmes, mais tel n'est pas le cas. Non seulement l'ensemble des militants du MIR doivent participer à l'élaboration de la ligne du parti, mais aussi, pour des révolutionnaires, tirer un bilan efficace, tracer une politique victorieuse, suppose être à l'écoute du mouvement populaire. Il doit avoir en son sein plus de soldats, d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, se lier beaucoup plus au mouvement populaire. et ne pas se contenter d'être son expression théorique ou idéologique. Je pense qu'une grande partie de la direction et tout le parti sont favorables à ce changement.

- Changement qui implique d'organiser les gens dans les poblaciones, à l'université, dans les syndicats et pas seulement recruter au parti pour la lutte armée ?

- Sur le plan théorique, il en fut toujours ainsi. Le problème se situait dans la pratique du MIR. Quand on prend la politique suivie vers 1980, il faut regarder deux choses, ce qu'on lit dans les textes d'une part et ce qu'on fait dans la pratique d'autre part. Or, on ne peut se contenter de la théorie, il doit y avoir dialectique entre théorie et pratique. Je pense que nous

avons perdu de vue la conception du cadre politico-militaire qui est la nôtre.

Cette conception politico-militaire implique que le problème militaire soit subordonné à la politique et que les militants du parti aient une vision globale des choses. Je m'explique. Dans une entreprise, quand il y a un conflit, il faut élever le niveau de conscience et d'organisation des travailleurs, leur compréhension politique et leur auto-défense, mais pas développer un travail conspiratif militaire. Ce fut la déviation qu'a connue le MIR et qui a conduit peu à peu à une séparation de la politique et du militaire. Nous sommes parvenus à une situation où il y avait presque deux partis. L'un qui se consacrait aux tâches militaires, l'autre aux tâches politiques. Ce qui est extrêmement grave parce que les militants du parti qui se consacraient au travail de "masse" étudiant, syndical, dans les poblaciones etc., recrutaient et renforçaient le travail de masse et ceux qui se consacraient aux tâches militaires recrutaient pour le travail militaire. Cette situation se dessine à partir de 1979.

- Il ne peut y avoir une telle répartition des tâches aussi cloisonnée dans une organisation, Cette situation est à court terme facteur de crise ?

- C'est un des principaux éléments à l'origine de la crise actuelle. Il faut comprendre que ce fut un processus, cette situation ne naît pas du jour au lendemain. Elle est aussi le produit de la situation sociale, ce n'est pas un phénomène abstrait. A certains moments, il peut y avoir des camarades qui ne se consacrent qu'aux tâches militaires, mais ils doivent toujours garder en tête cette conception politico-militaire.

Notre but n'est pas la construction d'un bras armé du peuple parallèlement aux masses qui feraient elles, de la "politique". Notre objectif, c'est le peuple en armes. La forme que prendra ce peuple en armes, dépendra de la situation concrète et je pense qu'il faut être très prudent. Ce bilan englobe également notre conception du militant révolutionnaire. L'avant-garde révolutionnaire dans le Cône sud voulait créer un "homme nouveau". Nous visons aussi à transformer l'être humain et nous devons aussi apporter des réponses stratégiques à ce niveau. Nous nous différencions aussi sur ce point. Pour nous, le militant comme tous les Chiliens, doit être le protagoniste de sa propre histoire. Le révolutionnaire est celui qui fait valoir son droit à être protagoniste de son destin.

- Cela se reflète dans une certaine conception du Parti ?

- Bien évidemment. Le militant révolutionnaire n'est pas pour nous un exécutant, il a le devoir de réfléchir et de

prendre des décisions. Dans un certain sens, nous pensons qu'il faut relativiser le rôle de la direction par rapport à ce qu'il est actuellement. Le rôle de la direction est important dans la conduite du parti, mais elle ne peut le faire sans bilan, sans consulter personne. Cette conception dominante dans le Cône sud était églament liée à des perspectives à court terme, auxquelles il faut ajouter les problèmes inhérents à la clandestinité qui contribue beaucoup à faire du militant quelqu'un qui obéit. Sur ce terrain "objectif", est née une génération de militants exécutants qui n'a pas exercé sa réflexion sur les problèmes que je mentionnais. La crise vient de la confrontation avec la société, où l'on discute, où l'on réfléchit, alors qu'on ne le fait pas dans le Parti.

Bien entendu, cela n'implique pas une conception social-démocrate du parti, loin de là, cela implique de travailler avec rigueur, avec une discipline révolutionnaire.

Que s'est-il passé dans le MIR ? Il y avait dans le parti, vers 1979, un consensus autour de la politique mise en place par la direction, du fait même de cette génération d'exécutants dont je parlais plus haut qui était partie prenante de cette politique que je qualifierais de militariste plutôt que de gauchiste. Mais à cette époque, le consensus existait, il est important de le souligner.

- A partir de quel moment ce consensus commence-t-il à se rompre ?

- Paradoxalement, les problèmes surgissent quand nous commençons à rectifier ce cours, à nous rendre compte qu'il nous faut corriger cette ligne. Prenons le cas du travail militaire que je connais bien. Nous voulions impulser un travail militaire de masse, avec des actions plus importantes, prendre des stations de radios etc., et nous nous sommes rendus compte que c'est nous qui faisons ces actions. Bien sûr, elles créaient une expectative politique, mais nos rangs ne grossissaient pas, nous subissions une répression de plus en plus dure, et nous plongeons de plus en plus dans la clandestinité. Alors sans que soit théorisé, on se rend bien compte que quelque chose ne colle pas. Se crée peu à peu un courant de rectification dans le parti qui commence à rejeter la politique de la direction. Nous étions contre, non la perspective stratégique d'affrontement violent avec la dictature, mais avec la tactique suivie, étant persuadés qu'elle ne nous mènerait qu'à l'échec. L'étape suivante se situe vers 1980-1981, autour de la défaite du projet guérillero de Neltume, qui était un projet sur le long terme et non pour le moment présent. Neltume était foncièrement foquista, un foco rural. Il n'y avait ni travail de masse ni construction du parti, seulement le départ pour la montagne. Le bilan de Neltume - guérilla rurale - ajouté au bilan au bilan de la guérilla urbaine que nous menions, divisa profondément la direction

du MIR. Une grande partie des militants perçoit que la direction du parti a porté tous ses efforts sur le travail militaire. On se retrouvait avec un nombre restreint de camarades qui avaient une activité énorme sur le plan opérationnel et militaire, qui subissaient de lourdes pertes et qui n'avaient aucune base sociale. De l'autre côté, dans le travail de masse, nous avions des difficultés symétriques. On contruisait des organismes de masse strictement pour la lutte de masse et quand il y avait un problème d'ordre plus militaire, on demandait simplement aux camarades chargés de ce travail de le faire, en leur disant d'aller poser une bombe quelque part, etc.

Quand il y a une telle séparation du politique et du militaire dans un parti, on ne peut progresser dans le processus révolutionnaire. Les choses furent plus dramatiques du côté militaire puisque beaucoup de camarades sont tombés, mais ceux qui se consacraient au travail de masse étaient eux aussi totalement atomisés.

A cela il faut ajouter qu'une partie de la direction, en 1981, soutenait que la crise de la dictature n'était pas une perspective à court terme, alors que la base du parti comprenait qu'avec la crise économique que vivait le Chili, la crise politique était latente. Si bien qu'en 1983, quand apparaissent les protestas, la direction du MIR se trouve en porte-à-faux par rapport à la nouvelle situation. Il fallait préparer l'ensemble du parti à intervenir plus audacieusement sur le plan politico-militaire. Ces différents éléments de crise s'accroissent. En 1984, il y eut un plenum important du comité central. Beaucoup de camarades nouveaux y figuraient, cooptés pour la plupart ce qui, d'ailleurs, est aussi un grave problème.

Malgré le pseudo-bilan de la période 1973-1983 (plus de 800 militants assassinés par la dictature, des milliers de disparus, 120 prisonniers politiques, plus de mille exilés) ce plenum élabore une nouvelle politique foquista qui veut forcer l'histoire par le développement d'insurrections locales. Cette politique se traduit par l'affaiblissement du parti, la désorganisation des directions nationales, de nombreux camarades en prison et en exil. Enfin, ce plenum s'arroge le droit de changer la stratégie et les statuts du MIR, oubliant totalement la démocratie interne. En 1985, existe déjà un secteur de la direction qui est pour un cours de rectification. Une nouvelle politique est alors approuvée qui parvient, en 1985-1986, à stopper le processus d'affaiblissement du parti. Ce n'est pas là la meilleure politique possible, mais pour le moins elle vise à insérer le MIR dans les fronts de masse, elle construit le travail jeune, la "Jeunesse rebelle Miguel Enriquez" se développe, nous commençons un travail en direction des chrétiens, en direction de certaines professions comme les journalistes - il faut rappeler que José Carrasco était président de l'association des journalistes -, elle entreprend une nouvelle offensive sur le terrain syndical. Une politique

donc, qui stoppe l'hémorragie et commence à porter ses fruits en matière de croissance du parti.

- Le moment politique est particulièrement favorable au mouvement de masse ?

- Oui, le mouvement populaire est en pleine montée et le parti offre des perspectives politiques et militaires, ces dernières non pas conspiratives mais en terme d'autodéfense, de milices, liées au rythme du mouvement de masse. C'est la politique de soulèvement populaire consistant à travailler dans le mouvement populaire, le conduire, le développer. Dans ce cadre, il convient de développer aussi le travail de guérilla, mais en lui donnant sa juste dimension en fonction des nécessités tactiques.

Et nous arrivons à 1986 quand éclate la crise, puisqu'un secteur de la direction remet fortement en cause cette politique de liaison du parti au mouvement populaire, de développement de l'autodéfense liée au mouvement de masse et soutient que l'axe politique central doit être la construction des fronts militaires. Finalement au cours d'un plenum du comité central se forment deux tendances, l'une majoritaire, l'autre minoritaire, la majorité reprenant la ligne de priorité à la guérilla suivie à partir de 1979. C'est alors au IVE congrès qui est prévu pour l'année suivante de trancher ce débat et de résoudre la crise. Nous pensions quant à nous que cette crise pourrait être effectivement résolue lors du congrès. Malheureusement, une partie restreinte du secrétariat exécutif national a commencé à résoudre le problème de manière foncièrement administrative. Par leur formation, ces camarades ont toujours essayé de résoudre les problèmes politiques de façon administrative, ce qui revient aujourd'hui à marginaliser 40% du comité central et tous les camarades du parti qui sont en désaccord avec cette ligne, un processus de marginalisation de l'ensemble du parti.

- Vous considérez que cette exclusion de fait n'a aucune légitimité et vous pensez aller au IVE congrès ?

- Nous pensons participer au IVE congrès, non seulement avec la majorité du parti mais aussi avec l'ensemble du peuple, ses problèmes et ses victoires. Le IVE congrès du MIR doit signifier le début d'un processus vers la naissance d'une nouvelle gauche révolutionnaire au Chili. Les camarades qui aujourd'hui se mettent en marge de ce processus, se mette en marge de la possibilité de vaincre. Pour nous, la légitimité est aujourd'hui dans la nécessité de rectifier le cours suivi. C'est ainsi que nous le comprenons et que nous travaillons de toutes nos forces pour le IVE Congrès. ■

Propos recueillis par Ariane MERRI
25 avril 1987

Droit d'asile pour argent sale

"Le nombre des pays qui foulent aux pieds le droit de propriété et dont la population a dû apprendre la longue et amère méfiance envers ses autorités est légion. Il est donc légitime, même si ce n'est pas toujours légal, que les citoyens de ces pays cherchent à soustraire leurs biens aux convoitises suspectes de l'Etat".

C'est le grand quotidien helvétique la *Neue Zürcher Zeitung* du 7 juin 1986 qui tient cette leçon de haute morale bancaire sous le titre évocateur *"Les capitaux en fuite ont droit à l'asile"*.

Michel THEVENAZ

Prise à son propre piège, la bourgeoisie suisse hésite sur les meilleurs moyens d'endiguer la vague. Le temps où les banquiers pouvaient écrire fièrement, comme Alfred Matter de la Société des banques suisses (SBS) en 1975, *"Le secret bancaire n'a rien à faire avec la morale"* (*Le Mois*, numéro 3/1975), est définitivement révolu. Non que les banques se mettent à entrer dans des considérations éthiques - l'argent, comme dit le proverbe, reste toujours sans odeur - mais parce que le secret bancaire suisse et sa législation exceptionnelle dans le droit international risquent d'ébranler la crédibilité de la place financière suisse.

Le blocage des comptes de Marcos (mars 1986), de Duvalier (avril 1986) puis de l'Irangate (décembre 1986) a en effet rompu avec une tradition "bien helvétique". La loi suisse n'autorise une procédure d'entraide judiciaire et donc le contrôle d'un compte en banque que si les lois ont été violées dans le pays d'origine et en Suisse. Ce principe a toujours permis d'esquiver les enquêtes judiciaires, seuls les délits criminels (et non politiques, militaires ou fiscaux) étant poursuivis en Suisse. Encore faut-il apporter la preuve que tel compte - protégé par le secret bancaire et dont on ne peut pas connaître les opérations - a servi à contourner les lois ! Or, par peur d'un scandale politique, cette véritable barricade législative a été contournée dans le cas de Marcos et de l'Irangate. Avant même que toute preuve ait été dûment fournie, les comptes ont été bloqués, à l'initiative du Conseil fédéral dans le premier cas, du Crédit Suisse et du Département des affaires étrangères dans le second.

Inquiète, la *Neue Zürcher Zeitung* s'est empressée de mettre en garde autorités et banquiers contre de telles pratiques qui risquent de "mettre dans le pétrin" la Suisse. Elle rappelle que "seul l'Office fédéral de la police et non une instance politique ou diplomatique est compétent pour une procédure d'entraide judiciaire" et

cite à son appui un conseiller juridique du Crédit Suisse, De Capitani, qui expliquait encore récemment que *"les bases légales manquent (à une banque, ndr.) pour bloquer un compte."*(1)

Mais cette défense inconditionnelle des privilèges du secret bancaire ne fait plus l'unanimité au sein de la bourgeoisie. Un autre journal financier, la *Schweizerische Handelszeitung*, remercie au contraire le Crédit Suisse d'avoir bloqué les comptes de l'Irangate avant une demande formelle d'entraide judiciaire des Etats-Unis : *"L'entraide judiciaire et la convention de diligence doivent agir vite si on ne veut pas que la place financière suisse se discrédite"* (SHZ, 18 décembre 1986).

En réalité, ce discrédit est jeté depuis longtemps : presque chaque année, des scandales révèlent la collaboration des banques suisses au blanchissage des fonds de la drogue et de la mafia, à la fuite des capitaux des pays endettés du Tiers monde, aux évasions fiscales de France, d'Allemagne fédérale et d'Italie ou aux opérations douteuses sur des avoirs fiduciaires (comme les "avions renifleurs" de l'Union des banques suisses -UBS-). Sur ce plan, la réputation des gnomes recéleurs n'est plus à faire ! Reste à savoir pourquoi, l'an dernier, banquiers et Conseil fédéral ont décidé de modifier quelque peu leurs pratiques et ouvert ce débat, désormais public, sur ce qu'on pourrait appeler une redéfinition des limites du secret bancaire. Et surtout, quelles en seront les incidences réelles.

FUITE DES CAPITAUX ET ENDETTEMENT

En 1982 l'endettement du Tiers monde a menacé le système financier international d'une crise sérieuse, qui pourrait bien se produire. Mais le Tiers monde n'est pas seul en cause. La dette par habitant des Etats-Unis (30 000 dollars) est 75 fois plus élevée que celle de tous les pays du Tiers monde réunis (400 dollars) ! Cet endettement fait peser, en permanence, la menace de cessations

de paiements qui entraîneraient la chute de tout le système de crédit. Or les perspectives d'une reprise économique durable se font attendre. La crise, qui se manifeste par une baisse des investissements productifs à moyen et à long terme, dégage une masse impressionnante de capitaux spéculatifs, en quête de placements risqués à court terme, ou de thésaurisation. Pour les uns comme pour les autres, les banques suisses offrent des "prestations" hors pair. Qu'il s'agisse, somme toute, du pactole que s'est amassé Marcos, du trafic d'armes "diplomatique" de l'Irangate, des montages financiers de trafiquants de drogue ou d'opérations fiduciaires, le schéma est toujours identique : les comptes en Suisse "recyclent", contre commission aux banques évidemment, des milliards (2) de ces capitaux qui ne s'investissent pas dans la production. La crise n'est pas pour tout le monde, les somptueux bilans des banques Suisses en font foi.

De telles affaires suscitent évidemment la convoitise et la concurrence. Si, depuis

Cet article est tiré du journal *La Brèche*.

De telles affaires suscitent évidemment la convoitise et la concurrence. Si, depuis

De telles affaires suscitent évidemment la convoitise et la concurrence. Si, depuis

1. NZZ, 11 décembre 1982. De Capitani est un fidèle serviteur des banques et du secret bancaire. Il a été élu en décembre dernier, sur leur pression, à la Commission fédérale des banques contre Paolo Bernasconi, l'ancien procureur tessinois spécialiste des enquêtes sur les détournements de fonds. Cette élection a même été une "première", car Bernasconi, candidat officiel, a été écarté après quatre discussions au Conseil fédéral, qui d'ordinaire entérine les candidats proposés (*Le Courrier*, 16 et 18 décembre 1986). Les banquiers ne voulaient pas de ce "gendarme du secret bancaire" ! L'étude juridique de De Capitani, parue dans la *Schweizerische Juristen-Zeitung*, numéro 22/1984, souligne que les banques n'ont guère de marge pour bloquer un compte, que seul un juge peut l'imposer et que les banquiers ne devraient donc recourir à lui "que lorsque des soupçons deviennent vraiment certitude..."

2. En 1984, l'Aktion Finanzplatz Schweiz-Dritte Welt estimait les capitaux en fuite en Suisse à 100 milliards de francs suisses. Pour les années 1976-1985, la banque américaine Morgan Guaranty estimait la fuite des capitaux des 18 pays les plus endettés à 200 milliards de dollars.

quelques années, le fisc américain profite de chaque occasion - comme récemment la saisie des documents de Marcos ou les paiements non déclarés de l'affaire Guinness - pour faire pression sur le système bancaire suisse, ce n'est évidemment pas par simple philanthropie. Les banques américaines ou d'ailleurs ne veulent pas laisser aux Helvètes le privilège d'un régime aussi protégé, pour ne pas dire protectionniste, que le secret bancaire. Inévitablement donc, les scandales éclatent au grand jour.

Pendant ce temps, les banques suisses ont été les premières à retirer leurs billes des pays les plus endettés du Tiers monde. Quand, en 1982-1984, le taux de couverture des crédits avancés par les banques américaines en Amérique latine s'élevait à environ 100% de leur capital propre, celui des banques suisses atteignait 38%. Et, comme l'ajoute Georg Junge de l'UBS dans l'article qu'il a fourni à ce sujet à *L'Annuaire Suisse Tiers-Monde 1986* : "Si on y ajoute les réévaluations et les réserves cachées, les banques suisses devraient avoir maintenu en tout temps une position exceptionnellement bonne sur le plan international." (3) En revanche, elles accumulent une part tout aussi exceptionnelle des capitaux en fuite de ces pays ! *Aktion Finanzplatz Schweiz Dritte-Welt* évalue, pour 1982/1983, les crédits et placements fiduciaires des banques suisses dans le Tiers monde à 1,3 milliards de francs suisses, tandis qu'elles captent de ces pays pour 11,8 milliards de placements. (4) Le cas de la fortune de Marcos est typique à cet égard : estimée à 10 milliards de dollars, elle représente à elle seule un tiers des dettes extérieures des Philippines. Le cas se répète pour la plupart des pays endettés du Tiers monde. La *Morgan Guaranty* a évalué que, sans les capitaux en fuite, la dette se réduirait de 97 à 12 milliards de dollars pour le Mexique, de 50 à 1 pour l'Argentine, de 27 à 15 pour les Philippines, de 31 à un milliard de dollars même dans le cas du Venezuela.

Ce contexte d'ensemble explique le changement d'attitude de la bourgeoisie suisse dans les cas de Marcos, Duvalier ou de l'Iranganate. Pour défendre l'essentiel, son système de déplacements et de crédits couronné par le secret bancaire, elle est prête à collaborer avec moins de réticences à des procédures d'entraide judiciaire. Ceci non seulement envers la justice américaine, mais aussi - si les conditions politiques lui paraissent réunies - envers des gouvernements du Tiers monde. On comprend que pour sauver la présence de Nestlé et compagnie aux Philippines, le Conseil fédéral ait été prêt à faire un geste à Cory Aquino. Tel n'est en revanche pas le cas pour la fortune de Somoza.

Cette apparente ouverture n'entame pas pour autant les puissants mécanismes de résistance du secret bancaire helvétique. La procédure ouverte pour recouvrer les fonds de Marcos le démontre : elle durera encore de longs mois, devant franchir chaque obstacle des recours et procédures

imaginables, avant de "mettre le grapin", peut-être, sur une partie de la fortune du dictateur.

Et surtout, dans un domaine déterminant, la bourgeoisie suisse n'est prête à aucune concession : la fuite des capitaux et l'évasion fiscale. Au Conseil national, le 19 mars, sur proposition d'Eisenring, le parlement a durci la position pourtant déjà claire du Conseil fédéral. L'OCDE cherche à signer une convention d'entraide judiciaire en matière fiscale. Non seulement la Suisse s'y oppose (et a gagné l'Allemagne fédérale à cette position), mais le Conseil national a explicitement voté son boycott actif.

LE MENSONGE DE 1984

Voici trois ans, banquiers et Conseil fédéral ont dressé un véritable tir de barrage contre l'initiative des banques du Parti socialiste. "L'argent sale, les banques ont décidé depuis des années de ne pas l'accepter", prétendait alors Alain Peyrot, sous-directeur chez Pictet & Cie. Les scandales de ces dernières années ont donné à ce banquier la leçon qu'il mérite.

Il faisait en fait référence à une convention que la Banque nationale (BNS) a dû imposer aux banques après le scandale de Chiasso en 1977 et dont la prolongation en 1982 a fait l'objet de difficiles négociations (5) : la dite *Convention de diligence* par laquelle les banques s'engagent à ne pas accepter l'argent douteux, les opérations illégales et à contrôler l'identité de leurs clients. Cette convention - accord à l'amiable entre les banques et la BNS - était présentée comme un engagement clair et suffisant rendant inutile l'initiative sur les banques.

Mais déjà, on en savait les limites ! En janvier 1984, soit avant le vote, Markus Lusser du Directoire de la BNS expliquait ouvertement comment on la détournait : "De tels gentlemen agreements sont utiles pour résoudre les problèmes à court terme. Mais à la longue, il faudra choisir la voie légale. Car des accords ne concernent normalement qu'un secteur économique de sorte qu'on court le risque de voir les affaires que cet accord veut empêcher ou rendre plus difficiles prendre simplement le chemin d'autres secteurs (...) Ce n'est un secret pour personne que dans certaines régions frontalières des personnes ou des sociétés douteuses organisent directement à titre professionnel cette fuite des capitaux." Il faisait explicitement référence aux avocats, notaires et conseillers fiduciaires qui, en toute légalité, servent d'intermédiaire entre la banque et le client pour décharger celle-ci de la responsabilité d'opérations douteuses. Le cas de l'Iranganate en offre un bel exemple : tout le réseau a été organisé à Genève par un respectable avocat de bonne famille genevoise, Jean de Senarclens, et une ribambelle de sociétés écran réparties entre Fribourg, Genève, Panama et les USA. Les négociations, elles, se tenaient à la filiale du Crédit Suisse des Eaux-Vives.

Ce problème a fait depuis l'objet de nouvelles "négociations difficiles". Menacés de devoir se plier à leur tour à la Convention de diligence, avocats et notaires se sont insurgés contre cette "mise en cause de leur secret professionnel". A tel point que dans le projet actuel de révision de cette Convention, leurs droits sont sauvegardés avec quelques légères restrictions. Le filet percé de la Convention de diligence continuera à fonctionner.

L'affaire Marcos a cependant révélé davantage au sujet de cette Convention de diligence. Des responsables des banques suisses elles-mêmes l'ont ouvertement violée, en conseillant Marcos sur le moyen de camoufler ses fonds. Ce ne sont pas de petits personnages : C. Walter Fessler, ancien directeur général du Crédit Suisse, qui fonctionnait comme consul honoraire de Marcos en Suisse, et son successeur à la même banque, Ernst Scheller. C'est dire le crédit qu'il faut accorder à l'Association suisse des banquiers qui vient d'annoncer, le 23 mars, qu'elle reconduira "avec quelques améliorations" la Convention de diligence qui vient à échéance cet automne. La banque nationale elle-même a déjà annoncé depuis quelques années qu'elle ne participerait plus à cet accord dès l'automne 1987. Certains de ses directeurs, comme Lusser cité plus haut, avaient clairement pris parti, lors du vote de 1984 en faveur d'un changement de la loi sur les banques, et pas seulement d'une révision de la Convention. Mais sur ce point, l'Association des banquiers résiste sans fléchir !

PAOLO BERNASCONI JETTE UN PAVE DANS LA MARE

A l'évidence donc, un débat distillé en public mais acerbé en coulisse traverse les milieux bancaires et le Conseil fédéral. Les "événements" de 1986 n'ont fait qu'attiser le feu. L'Association des banquiers - et ses nombreux porte-parole au Conseil national - refuse de légaliser les quelques modifications apportées à sa pratique du secret bancaire. Sur deux plans, elle se montre sans concessions jusqu'ici : la fuite des capitaux et une révision de la loi sur les banques. Si elle s'est montrée prête à plus de souplesse pour bloquer des comptes dans des cas très graves, elle ne tient surtout pas à un accord international sur la poursuite des délits fiscaux (comme celui de l'OCDE) ni à inscrire dans la loi les principes de la Convention de diligence.

Le Conseil fédéral, par la bouche tant de Mme Kopp que du socialiste Otto Stich, a confirmé qu'il entend suivre sur ce plan - comme il l'a toujours fait - la

3. G. Junge, "Les banques suisses et la crise de l'endettement des pays du Tiers monde", *Annuaire Suisse - Tiers monde 1986*, pp. 143 ssq.

4. *Die stinkenden Milliarden* (affaire Marcos), brochure d'*Aktion Finanzplatz Schweiz-Dritte Welt*, septembre 1986.

5. *Neue Zürcher Zeitung*, 8 juin 1984.

volonté de ses maîtres banquiers. Mme Kopp a annoncé le report de la révision de la loi sur les banques au congrès annuel de l'Association des banquiers et Otto Stich, pris à partie à ce propos par son collègue Hubacher (qui s'est vite déclaré satisfait de la réponse), a expliqué au Conseil national qu'une telle révision n'était pas de mise actuellement "parce que tout est en plein changement" (19 mars 1987).

En élisant De Capitani à la place de Bernasconi à la Commission fédérale des banques, le Conseil fédéral a d'ailleurs clairement signifié son acte d'allégeance aux banquiers.

Paolo Bernasconi, radical, ancien procureur du canton du Tessin, qui a eu plus d'une affaire "d'argent sale" à régler, riposte. Mme Kopp lui avait demandé d'élaborer un projet de "contrôle légal du blanchissage" de l'argent. Ce travail, qui d'ordinaire occupe une commission d'experts sur des années, il l'a réglé seul en quelques mois. Et le 24 février, il a annoncé publiquement son projet de loi (6). Il s'agit d'un aspect limité, le "blanchissage de l'argent sale", qui vise principalement les trafiquants de drogue et tous ceux qui manient des fonds d'origine criminelle. A nouveau, la fuite des capitaux ou l'évasion fiscale ne sont pas directement touchées. Mais tous les scandales de ces dernières années ont montré que la limite est floue entre l'opération bancaire et l'acte criminel. L'inscription dans la loi des propositions de Bernasconi ouvrirait en tout cas une nouvelle voie légale pour des poursuites judiciaires, et donc la levée du secret bancaire. Au moment où l'Association suisse des banquiers se contente de sa Convention notoirement inefficace et lacunaire, c'est un véritable pavé dans la mare. On comprend qu'Otto Stich, embarrassé, ait expliqué que "tout est en train de changer..."

Les banques vont sans doute se lancer dans une nouvelle action de résistance. Ce sont elles qui, déjà, ont écarté la candidature de Bernasconi. Mais le débat public est devenu plus difficile à éviter depuis dix ans. Du scandale de Chiasso à celui de Marcos en passant par le mensonge de 1984 et les fausses promesses de la Convention de diligence, les "miliards qui puent" comme dit Aktion Finanzplatz Schweiz-Dritte Welt ont fini par empester y compris le beau monde de la finance et de la bourgeoisie suisse. Résumant la situation en une formule frappante, *The Economist* de février 1987 disait : " Tandis qu'elle purifie son air et ses rivières, la Suisse est en train de polluer son système bancaire." Mais dans ce domaine, l'histoire de la Suisse le rappelle, on ne se met pas si vite au vert ! ■

Michel Thévenaz
La Brèche, 10 avril 1987

6. Il est probable que cette démarche soit sa "réponse" à sa non-élection à la Commission fédérale des banques.

TCHAD

Tournant d'un conflit

La chute de la base militaire de Ouadi-Doum le 22 mars dernier, puis le retrait des forces libyennes des positions qu'elles occupaient à Faya-Largeau, une semaine plus tard, ont consacré la prise de contrôle de la région du BET (Borkou - Ennedi - Tibesti) dans le nord du Tchad par les Forces armées nationales Tchadiennes (FANT) d'Hissène Habré au pouvoir à N'Djamena. Le contrôle militaire que les FANT, appuyées par l'armée française, exercent maintenant sur une bonne partie du territoire constitue un tournant dans le conflit qui les oppose aux forces du gouvernement d'unité nationale (GUNT) soutenues par la Libye (1).

Cette évolution est le résultat de la décomposition politique et militaire du GUNT et du renforcement concomitant de l'appui français aux troupes gouvernementales du groupe Habré. Contrairement à ce qui fut affirmé ces dernières semaines, c'est bien l'aide militaire française qui explique la rapidité et l'efficacité des réactions des FANT dans leur offensive politique puis militaire contre le GUNT et son allié libyen.

L'éclatement du GUNT, dont une bonne partie des composantes a rejoint maintenant le régime de N'Djamena, illustre a posteriori, la nature véritable de ce regroupement hétéroclite. C'est au nom de la lutte contre l'occupation française et le régime illégitime de Hissène Habré que les combattants du GUNT, appuyés par la Libye, guerroyaient hier contre les FANT. Aujourd'hui c'est au nom de l'union nationale que la majorité d'entre eux combattent au côté de leurs ennemis d'hier "contre l'envahisseur libyen".

Vincent KERMEL

Ces récents revirements rappellent qu'au-delà des déclarations d'intention des uns et des autres, le conflit tchadien n'a pas opposé ces dernières années un camp anti-impérialiste soutenu par la Libye à un camp réactionnaire appuyé par Paris et Washington. Il s'agit à la racine d'une confrontation entre diverses cliques militaires sans orientations sociales définies et qui se sont entredéchirées pour le pouvoir dans un espace territorial forgé par la colonisation. A certains moments on n'a pas compté moins de treize factions tantôt unies tantôt opposées.

Aussi exsangue fut-il, le pouvoir d'Etat reste un enjeu central pour les convoitises de toutes ces cliques. L'Etat reste le principal lieu de transit des aides et subventions attribuées par la France et sur lesquelles repose une bonne part du budget tchadien. Pour chacune des factions rivales la guerre est devenue en quelque sorte un moyen de subsistance et plus largement un moyen de disposer d'une position sociale et d'un pouvoir de

négociation sans commune mesure avec sa réelle représentativité.

L'Etat est aussi pour tous ces regroupements, de caractère régionaliste ou tribal, l'instrument par lequel pourrait un jour s'imposer à leur profit la "construction" d'une conscience nationale tchadienne après laquelle courent depuis 25 ans toutes les élites.

LES ORIGINES DU CONFLIT

Sur le fond le conflit tchadien est la conséquence d'un long processus cumulatif de désarticulation de la société : division de l'élite locale suivant des clivages linguistiques ou tribaux, échec du mouvement nationaliste du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) créé dans les années 1960, éparpillement de la société elle-même, le tout assorti d'une présence militaire et politique française permanente ainsi que des tripotages des Etats africains de la région et de la Libye.

L'impérialisme français a successivement misé sur diverses fractions en

1 Le gouvernement d'Union Nationale du Tchad (GUNT) fut mis en place en 1979 par les accords de Lagos au Nigeria. Toutes les fractions y étaient représentées. Mais très vite un conflit éclata notamment entre deux groupes de Nordistes, celui de Goukouni Ouddei, et celui de Hissène Habré. Le "gouvernement" éclata, Habré prenant tout le pouvoir à N'Djamena et le reste du "GUNT" devenant l'expression politique de la coalition opposée regroupée dans le Nord et dans une partie du Sud. De cet épisode naquit un conflit de "légitimité" entre Goukouni dont le

pouvoir avait été consacré par la conférence internationale de Lagos et Habré qui disposait pour sa part du pouvoir réel dans la capitale du Tchad. Dès 1984 le GUNT commence à perdre une partie de ses soutiens notamment dans le Sud parmi les "codos", noms donnés aux groupes d'opposants armés des régions à populations noires. Voir nos articles précédents sur le Tchad : *Inprecor* numéros 75 du 17 avril 1980, 114 du 7 décembre 1981, 115 du 18 Juillet 1983, 156 du 12 septembre 1983 et 157 du 26 septembre 1983.

lice avant de s'appuyer exclusivement sur Hissène Habré. De son côté, la Libye occupe au Nord du pays une bande de territoire, la bande d'Aozou, depuis 1972 et mène sa propre politique de manipulation et de corruption au sein de cet imbroglio.

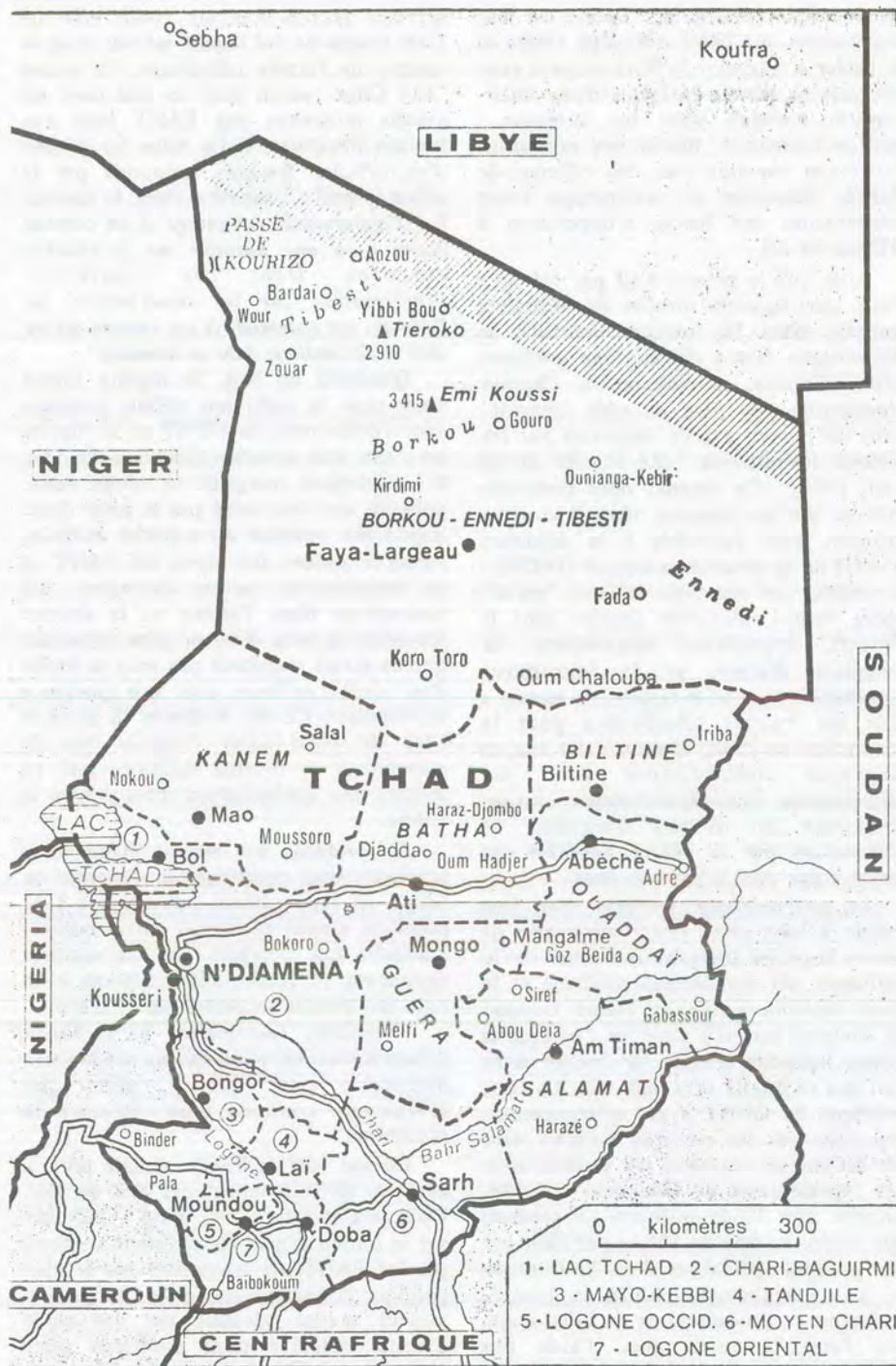
L'objectif de l'action impérialiste française au Tchad a toujours été de réaliser, de force, la constitution d'un véritable Etat national dans les frontières héritées du colonialisme. Plus que par un intérêt économique immédiat, cette politique est avant tout guidée par une volonté de grande puissance : maintenir coûte que coûte la mainmise française dans cette région et protéger le patchwork des Etats sous son contrôle en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

La guerre du Tchad est déjà le conflit le plus durable de l'Afrique néocoloniale. Initiée dans les années suivant l'indépendance du pays en 1960 comme une lutte d'émancipation nationale, cette guerre est devenue étrangère aux aspirations démocratiques les plus élémentaires des populations qui en subissent le poids. L'incapacité de la guérilla nationaliste du FROLINAT à dépasser les clivages régionalistes et ethniques et à unifier sous sa bannière les masses populaires par delà leurs différences culturelles, linguistiques et religieuses a rapidement épuisé la dynamique progressiste de ce mouvement de révolte. Par la suite le pays fut livré à plusieurs années de confrontations armées qui provoquèrent une véritable implosion de la société.

Le soutien de plus en plus ferme apporté ces dernières années par la France au gouvernement d'Hissène Habré, et les difficultés économiques de la Libye dont les ressources pétrolières ont chuté, ne pouvait qu'avoir, à terme, un effet d'érosion sur le GUNT. La France a contribué de manière décisive à donner au Tchad l'apparence d'un Etat national, non seulement en fournissant à son gouvernement du matériel militaire, mais également en renflouant le budget local et en payant les fonctionnaires. Voilà ce qui devait exercer une force d'attraction sur les forces du GUNT, ce qui ne pouvait contrebalancer le régime libyen empêtré dans ses difficultés économiques et politiques.

Le GUNT en tant que dernier avatar de l'opposition "unifiée" fit donc les frais de cette situation. Après plusieurs défections, notamment celles des "sudistes" ce sera au tour des fidèles du président du GUNT, Goukouni Oueddeï, implantés dans les populations Toubou du Nord, de rallier le régime. Lassitude de la guerre et omnipotence de leur allié libyen expliquent sans doute cette évolution.

Il ne faut toutefois pas écarter le rôle de l'intervention des services secrets français dans ce processus de rapprochement. Il n'y a pas lieu de prendre pour argent comptant l'affirmation du gouvernement français suivant laquelle de tels agents ne sont intervenus qu'après le ralliement des Toubous afin de leur



acheminer des armes et des renforts à partir de N'Djamena.

La confrontation s'engagera alors dans la zone nord entre les ex-membres du GUNT et leurs anciens alliés libyens. Isolés politiquement les derniers pro-libyens du GUNT désignèrent un nouveau président, Acheikh Ibn Omar, qui est à la tête de ce qu'on appelle maintenant le "néo-GUNT" et dont la représentativité s'est réduite comme une peau de chagrin.

LES LIBYENS ISOLÉS

Ancien responsable du GUNT, Goukouni Oueddeï se verra lâché de toute part : président du GUNT, il en est évincé par Acheikh Ibn Omar ; chef traditionnel des Toubous, il voit les siens rejoindre le régime avant que lui-même ait pu engager

un rapprochement. Il perd ainsi une part de sa crédibilité, en exil en Libye, où il fut d'ailleurs un moment incarcéré par Khadafi. Cependant depuis la mi-mars de nombreuses tractations sont en cours pour négocier son ralliement au gouvernement d'Hissène Habré et pour lui offrir une place dans le régime.

Cette modification des rapports politiques entre les fractions tchadiennes rivales a fait basculer en quelques semaines les rapports de forces militaires au profit de N'Djamena. Les forces libyennes combattues par les Toubous au Nord se sont trouvées de plus en plus isolées dans leurs bases de Ouadi-Doum et de Faya-Largeau et directement exposées aux coups des FANT qui bénéficiaient d'un matériel sophistiqué fourni par Paris. L'évolution de la situation permet aux

forces militaires françaises d'accentuer leur engagement aux côtés d'Hissène Habré et de l'aider à conquérir le Nord du pays sans que cela ne prenne la forme d'une intervention massive dans les combats : soutien logistique, fournitures militaires, Etat-major commun avec des officiers de Habré, détection et espionnage voire intoxication des forces d'opposition à N'Djamena (2).

Bien que la preuve n'ait pas été faite d'une participation directe de militaires français dans les récents combats, le *Washington Post* a affirmé "que quelques 150 militaires, spécialistes de l'action clandestine, ont joué un rôle "crucial" dans les récents succès remportés par les troupes tchadiennes" (*Le Monde* du 5/6 avril 1987). Ce journal nord-américain indique que ces hommes, répartis en deux groupes, sont rattachés à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) : le premier qui regroupe soixante "paras", opère depuis décembre dernier dans le Tibesti, organisant notamment la réception d'armes et de fournitures parachutées dans cette région ; le second a aidé les troupes tchadiennes pour la destruction de cibles libyennes. Le tout en flagrante contradiction avec les affirmations gouvernementales suivant lesquelles les troupes françaises ne dépassaient pas le 16ème parallèle qui divise à peu près le pays en deux.

Le gouvernement français avait tout intérêt à taire cette intervention afin de laisser la presse française fantasmer sur la vaillance des combattants toubous et le génie militaire de Hissène Habré. Comme de coutume lorsqu'il s'agit de l'Afrique la presse française manque de finesse et ne voit que ce qu'elle veut bien voir. La crise politique du GUNT a été soigneusement organisée par les services français dans les différentes capitales où se trouvaient des représentants de Goukouni Oueddeï. Ensuite vint l'aide militaire proprement dite menée au delà du 16ème parallèle par des groupes spécialisés dans l'infiltration et le renseignement. Enfin le soutien technique et l'encadrement de l'Etat-major put faire le reste avec l'aide des bombardements de l'aviation française sur les positions libyennes. Volontairement naïf, un article du *Monde* du 7 mars après avoir expliqué que l'opération "Epervier" des français repose sur le "pari" d'une non-intervention dans le nord ajoute qu'il y avait pourtant à ce moment là 150 soldats français à cheval sur le 16ème parallèle et qu'un autre petit contingent se trouve à Fada c'est à dire franchement au delà de la "ligne rouge".

Comme toujours en pareil cas les militaires n'ont tout de même pas trop envie que l'on cache, ne serait-ce pour des raisons de fine stratégie, leur brillant succès. C'est pourquoi certains font quelques confidences aux journalistes, histoire, tout de même, de ne pas faire passer le "grand stratège" Hissène Habré pour ce qu'il n'est pas ! C'est ainsi que dans *Le Monde* du 7 avril on apprend que le "11° Choc" français capable de mener des opérations pour le compte des

services secrets français aurait effectué 1000 heures de vol depuis janvier pour le compte de l'armée tchadienne. Ce même "11° Choc" aurait joué un rôle dans les succès militaires des FANT face aux troupes libyennes. Enfin selon les propos d'un officier français rapportés par le même journal : "Jusqu'à présent, la guerre, ici, s'apparentait davantage à un combat naval qu'à une bataille sur le théâtre européen. Dans ces conditions, l'information sur les mouvements de l'ennemi est essentiel. Il est certain qu'on aide les Tchadiens dans ce domaine".

Quoiqu'il en soit, le régime libyen vient ainsi de subir une défaite politique avec l'éclatement du GUNT et la rupture avec son allié tchadien Goukouni Oueddeï. Il a également enregistré un sévère échec militaire qui s'est soldé par la perte d'une importante quantité de matériel militaire moderne tombée aux mains des FANT, et de nombreuses pertes humaines. Le contrecoup dans l'armée et la société libyenne en sera d'autant plus important que ce revers n'apparaît pas sous la forme d'un conflit militaire avec une puissance impérialiste. Ce fut d'ailleurs là toute la ruse de l'état-major français que de parvenir à ce résultat militaire tout en évitant une confrontation directe avec la Libye.

A l'évidence ces récents évènements tchadiens vont contribuer à alimenter en Libye un ressentiment par rapport à la politique menée au Tchad par le colonel Khadafi. Les combats ont pu montrer également la faible détermination à la lutte des troupes encadrées par la Libye.

Toutefois l'occupation de la bande d'Aozou reste un point qui ne semble pas discutable pour Tripoli, alors que N'Djamena continue d'en réclamer la restitution.

De son côté la France semble prête à accepter définitivement cet état de fait. Paris sera en effet plutôt porté à renforcer sur le terrain acquis les positions acquises par les FANT, de temporiser sur le plan politique et diplomatique et de chercher un nouvel accord parrainé par des chefs d'Etats africains pour entériner cette situation qui lui est favorable. Tout cela n'écarte pourtant pas la possibilité d'une poursuite des combats même si le camp du "néo-GUNT" et de la Libye semble très affaibli.

LES LIMITES D'UN TOURNANT

La nouvelle représentativité nationale du régime de N'Djamena ne cesse d'être vantée par la presse française. C'était pourtant déjà au nom de cette "légitimité" que Français et Américains s'étaient portés au secours de Habré. Il faut croire qu'il existe divers niveaux de légitimité.

Toutefois ces succès militaires ne changeront rien sur le fond. D'ores et déjà de savants calculs sont en négociations pour faire une place aux ralliés du Sud, aux hommes de Goukouni lui-même. La course à la soupe a recommencé. La légitimité de Habré reste plus que jamais celle que lui confère l'aide militaire et financière

militaire et financière française et la maîtrise de l'appareil d'Etat pour en assurer la redistribution.

Forcé est de reconnaître néanmoins que le régime de N'Djamena renforce sa capacité à polariser et à se soumettre les fractions tchadiennes dissidentes. C'est bel et bien un tournant. Mais cela ne signifie nullement que les contradictions à l'œuvre depuis vingt-cinq ans dans ce pays ont été dépassées. Il est bien trop tôt pour tirer la conclusion de Jacques Chirac : "L'unité nationale tchadienne s'est reforge autour du Président Hissène Habré". De nouveaux retournements sont absolument possibles.

L'essentiel est que cette victoire militaire d'Hissène Habré, si elle renforce le pouvoir de N'Djamena, ne modifie guère le type de rapport que toutes ces fractions militaires entretiennent avec les masses populaires, et qui sont faites d'autoritarisme et de parasitisme. Le devenir du pouvoir de N'Djamena reste plus que jamais suspendu à l'accroissement de l'engagement militaire et financier impérialiste. Et c'est d'abord avec la création d'un corps militaire unifié que Paris essaiera sans doute de renforcer le régime d'Hissène Habré.

L'aventure de Khadafi se termine pour le moment par une vraie débandade. Son intervention au Tchad ne s'est jamais faite au nom des intérêts des populations de ce pays. Toute la rhétorique anti-impérialiste n'a fait que couvrir une politique aussi détestable que celle de l'impérialisme. Cette politique se sert d'alliances conjoncturelles avec telle ou telle clique tchadienne, dans un cadre strictement militaire, caractérisé par des rapports de domination entre l'Etat libyen et ses clients. Une de ses manifestations les plus bizarres fut celle de l'accord de fusion Tchad-Libye en 1981, projet totalement artificiel.

L'une des conséquences de la politique libyenne aura été l'absence totale de toute sympathie parmi les travailleurs et les jeunes en France envers le régime de Tripoli. Il serait en effet très difficile de trouver le moindre petit soutien en France envers la politique "anti-impérialiste" au Tchad du colonel Khadafi. Ce faisant la politique libyenne a largement permis aux divers gouvernements français de justifier leurs interventions au Tchad ou du moins de jouer sur l'indifférence du plus grand nombre (3).

Vincent KERMEL

9 avril 1987

2 Il est très probable que la dislocation du GUNT à partir de 1986 a été largement orchestrée par les services secrets français.

3 En 1983, lors de la première intervention militaire massive de la France sous le septennat de F. Mitterrand une manifestation de protestation eut lieu à Paris notamment à l'initiative de la Ligue communiste révolutionnaire regroupant quelques milliers de personnes. Lors des bombardements de Tripoli et Benghazi par l'aviation américaine en 1986 quelques rassemblements de protestations eurent également lieu.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

URSS

Trotsky et Boukharine brûlent les planches

"Je ne peux plus défendre l'idée que la révolution d'Octobre fut dirigée par une bande d'espions, que Lénine fut entouré de renégats, criminels et terroristes, que les grandes purges des années 1930 font partie de la tradition léniniste. Dans ma vie et dans mes œuvres j'ai essayé de démontrer que ce n'est pas vrai, que le léninisme et le socialisme sont tout à fait autre chose".

"Le temps est révolu où des listes de prétendus agents de l'impérialisme furent dressées, l'heure est venue de réécrire l'histoire du Parti communiste de l'Union soviétique. Personne ne peut être exclu de l'Histoire et personne ne doit avoir peur de confronter l'Histoire".

C'est le dramaturge soviétique Mikhaïl Chatrov qui a tenu ces propos dans une interview publiée par le quotidien italien *Corriere della sera* dans son numéro du 2 avril 1987. Chatrov se trouvait en Italie pour participer à une conférence organisée en commun par l'Academia dei Lincei et la Société d'amitié italo-soviétique. Le quotidien italien le décrit comme "un ambassadeur du perestroïka (restructuration)", en faisant remarquer que sa carrière d'écrivain avait commencé sous l'étoile du 20ème Congrès du PCUS (en 1956, sous la direction de Khrouchtchev) et qu'elle redémarrait aujourd'hui après des années passées dans l'ombre pendant l'époque de Brejnev.

Chatrov a poursuivi : "Toutes mes œuvres ont fait scandale et provoqué des luttes acharnées. Et après le limogeage de Khrouchtchev, elles ont été inexorablement bloquées. Suite à la mise en scène de ma pièce "La dictature de la conscience", un examen de la dégénérescence du socialisme, jouée en ce moment dans des théâtres de Moscou, ou elle a connu un succès et de la notoriété, quatre films sur Lénine sont passés à la télévision et ont fait sensation, parce que Lénine, joué par l'acteur Mikhaïl Ulyanov, avec à ses côtés le personnage de Boukharine, ce dernier montré pour la première fois à la télévision, n'est pas le Lénine de la hagiographie, Lénine sur un piédestal, mais un être humain en chair et en os".

La prochaine pièce de Chatrov, "La paix de Brest" est déjà assurée d'un grand succès. Parmi ses personnages on trouve Trotsky, Boukharine et Kamenev, et l'auteur a indiqué qu'il ne s'agirait pas de les montrer suivant les vieux stéréotypes

staliniens.

"Au moment où les gens sortaient des prisons et les documents étaient sortis des archives, je pensais qu'il fallait apprendre les leçons de ces événements, regarder en arrière, arriver à une nouvelle compréhension". Chatrov a ainsi commencé son projet en 1962, sous le régime de Khrouchtchev, pour le mettre de côté après la chute de ce dernier en 1964. Aujourd'hui il dit : "Il est possible de briser les chaînes de l'Histoire parce qu'il existe une volonté de créer une société en URSS qui n'aura peur de rien, qui agira et pensera toute seule pour elle-même, sans être entraînée passivement, condamnée aux ténèbres et à l'ignorance".

Interrogé sur sa manière de présenter les "personnages interdits" dans sa pièce, il a répondu : "Je présente Trotsky et Boukharine comme des dirigeants de la révolution, du comité central, compagnons de Lénine, fidèles au rôle qu'ils jouaient à un moment donné de l'Histoire".

Trotsky ne sort guère comme le héros de la pièce, mais l'auteur dit qu'il s'efforce de le traiter de manière objective : "Dans le débat autour de la paix de Brest, lequel était décisif pour l'avenir de la révolution, Trotsky adoptait une position erronée. A la différence de Lénine, il n'est pas allé à la racine de la situation. Dans ses arguments il ne manquait pas de points intéressants. Il menait une agitation et intervint avec force dans le débat, mais à part des gestes théâtraux il ne proposait pas de contribution valable à la solution du problème. De bonnes et de mauvaises intentions sont sanctionnées par des résultats et ces derniers ont démontré que l'analyse de Lénine fut plus juste et plus profonde".

"Mais j'attire l'attention également sur les côtés positifs de Trotsky, ses grands talents d'organisateur, son éloquence pleine d'entrain. Là, comme dans le cas de Boukharine, qui réprouvait Lénine qui aurait abandonné l'espoir d'étendre la révolution, je n'ajoute ni enlève rien. Il est nécessaire d'étudier sérieusement et objectivement ce que faisaient et disaient les grands dirigeants bolchéviques, d'analyser les aspects positifs et négatifs, ce qui était d'ailleurs la démarche de Lénine lui-même de son temps, qui considérait Boukharine comme le fils préféré du parti, comme un théoricien remarquable, tout en reconnaissant ouvertement ses erreurs".

A la question de savoir quand il serait possible de réécrire l'histoire du PCUS, Chatrov a répondu : "Quand la ligne du 27ème congrès aura triomphé (...) Il faut mettre fin aux critères qu'on a commencé à utiliser à la fin des années 1920. C'est une attitude, ridicule, aveugle, sauvage. On a commis des violences contre l'Histoire. On a fait passer des excès, la

terreur et des abus pour le socialisme. Ce n'était pas quelque chose d'inévitable. Nous devons nous demander pourquoi le processus historique a suivi ce chemin-là dans notre pays, pourquoi autant de crimes affreux furent commis". ■

MADAGASCAR

Chaos économique et crise politique

Après les émeutes de l'université de Tananarive (voir *Inprecor* numéro 237 du 2 mars 1987) Madagascar a été le théâtre en février et mars de manifestations et de pillages à l'encontre de la communauté indo-pakistanaise, nombreuse dans le commerce. Pris comme bouc émissaire de la crise économique qui sévit dans le pays, ces "Karanas" pouvaient en effet symboliser, pour une partie de la population malgache, la corruption et la spéculation qui depuis des années détruit ce pays à petit feu. Mais d'importantes suspicions pèsent sur le pouvoir qui aurait très bien pu en coulisse favoriser ces attaques contre les "étrangers" et autres "saboteurs de la révolution malgache". Le Président Ratsikara avait déclaré : "Je suis contre tous ceux qui n'obéissent pas aux lois et règlements du pays et qui ont fauté, mais ce n'est pas une raison pour être xénophobe à l'égard des Indiens, des Pakistanais ou des Chinois". La formule est suffisamment ambiguë pour indiquer tout de même que les lois ne sont pas respectées par certains de ces "étrangers".

Cela ne peut que prêter à rire quand on sait combien l'ensemble du pouvoir est miné par la corruption et comment chaque clique qui compose le Front national au pouvoir fonctionne à coups de clientélisme et de prébendes.

Tous les partis qui se partagent le pouvoir se réclament de la "révolution nationale et démocratique" (RND). Ratsikara qui contrôle le principal parti, l'"Avant-garde de la révolution malgache" (AREMA) ose encore évoquer la lutte pour le socialisme alors que depuis 1975, date de son arrivée au pouvoir, il s'est appliqué à maintenir l'équilibre précaire du Front national en distribuant simplement les parts du gâteau. Pour le régime malgache la "RND" s'est réduite à une politique de nationalisations et à des relations de coopération avec les pays socialistes.

Mais cela n'a jamais constitué une politique en soi pour libérer un pays de l'emprise étrangère et pour donner la démocratie aux masses. C'est d'ailleurs précisément le contraire qui s'est passé.

Cela n'empêche pas tous les zélés du régime malgache de faire encore sem-

blant d'y croire. La fraction pro-soviétique qui est intégrée à l'un des partis au pouvoir, l'AKFM, continue de jouer le jeu. Dans une interview récente à la revue soviétique "La nouvelle revue internationale", Gisèle Rabesahala, ministre de la Culture et dirigeante de l'AKFM explique que "les changements survenus après 1975 et l'option fondamentale qui a été adoptée par le peuple pour aller vers le socialisme, l'option que le Président et le gouvernement s'efforcent, en général, de faire passer dans les faits correspondent aux intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs de Madagascar".

Selon ce schéma toute protestation populaire, toute crise économique ou toute difficulté est l'œuvre soit de saboteurs intérieurs, soit de manœuvres étrangères. Rappeler que l'impérialisme porte une écrasante responsabilité dans la dépendance de Madagascar n'absout en rien le régime actuel. Au contraire, ces gens-là sont dans le même camp que l'impérialisme face aux besoins des travailleurs et des paysans malgaches qui n'en peuvent mais. Alors que sévit une très grave sécheresse dans le sud du pays où la population n'a d'autre possibilité que de survivre en achetant au marché noir les seaux d'eau saumâtre, alors que dans la capitale même, des voix s'élèvent maintenant pour dénoncer l'existence de camps de rassemblement de pauvres sans logis, Ratsiraka interrogé sur l'ampleur de la disette répond à une radio française : "Très franchement, j'avoue mon incompetence à compter les morts ; je ne peux le faire qu'avec un certificat de décès".

Voilà un bien triste anniversaire de l'insurrection malgache de 1947 qui fit des dizaines de milliers de morts dans le camp nationaliste face aux troupes françaises. Ceux qui combattaient à l'époque pour l'émancipation de leur pays n'avaient certainement pas comme espoir le "socialisme" de l'Amiral Ratsiraka. ■

JEUNES

Ive Camp international en Italie

Le IVe camp international des organisations de jeunesse révolutionnaires en solidarité politique avec la IVE Internationale se tiendra cette année du 19 au 25 juillet sous le soleil de la Toscane.

Y participeront des jeunes venus d'Italie (bien sûr), de Suède, d'Espagne, de Suisse, de France, d'Allemagne mais aussi du Mexique, du Japon et des Etats-Unis.

Cette semaine de fête et de discussions clôturera une année riche en luttes de la jeunesse dans le monde entier. Elle permettra d'échanger les expériences propres à chaque pays et d'élargir la réflexion de chacun en dépassant les frontières.

Des débats sont d'ores et déjà prévus sur le mouvement des femmes, la crise économique, le racisme, l'Afrique du Sud, le mouvement anti-guerre, l'URSS, la

MAROC

Camouflet à Hassan II

Le quotidien "Le Matin du Sahara" du 29 mars 1987 a publié un article de huit détenus libérés à la suite d'une mesure de grâce. Dans cet article par lequel ils tentent de jeter le doute sur une campagne d'information engagée en France à l'occasion du dixième anniversaire de notre procès, les auteurs essaient de justifier notre emprisonnement et notre maintien en détention du fait de nos opinions et s'attaquent entre autres à Messieurs Baudelot et Leclerc, avocats français qui furent parmi nos défenseurs.

A cette occasion, nous soussignés, détenus politiques incarcérés dans la prison centrale de Kénitra, tenons à réaffirmer avec force nos droits d'opinion, de liberté et à exprimer nos remerciements à tous ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur de notre pays, n'ont cessé durant près de treize ans de dénoncer notre arrestation arbitraire et de défendre notre liberté.

Prison centrale de Kénitra
31 Mars 1987

A. BEN ARBIA-ZAAZAA - CHAOUI Abdelkader - FAKIHANI Abdelfettah
ZNAGUI Mohamed Bachir - BOUISSEF REKAB Driss - SRIFI Mohamed
SERFATY Abraham - MDIDECH Jaouad - EL HARIF Abdallah
ECHILALI Fouad - ZAHRAOUI Abdelhai - BENMALEK Habib
TEMSAMANI Mustafa - CHICHAH Mimoun - NOUDA Abderrahman
MGHAGHA Mohamed - EL TITI El Habib - LAHBABI Abdelhafid
SAFI Hammadi - AIT BENNACER Ahmed - ASSOUAB Fouad
RAKIZ Ahmed - ZAIDI Driss - ASGHEN Saïd - EL HAJJI Abdelali ■

sexualité, les luttes scolaires, l'écologie et on en oublie certainement.

Au programme également, des fêtes, un carnaval et toutes sortes d'activités plus divertissantes les unes que les autres. ■

BELGIQUE

Création d'un comité syndical inter-européen

Une "première" très importante s'est faite dans la métallurgie européenne au mois de mars.

Un comité syndical inter-entreprises pour la multinationale Caterpillar-Europe a été créé. L'acte de naissance a été signé à Charleroi, en Belgique, le 10 mars dernier en présence de délégués des syndicats CGT et CFDT de Caterpillar-Grenoble, de deux représentants des syndicats écossais de Caterpillar-Glasgow et de la délégation de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) du siège de Gosselies.

Des contacts existaient depuis trois ans entre les délégués de Grenoble et ceux de Gosselies. Les précédentes fermetures en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis avaient déjà provoqué deux rencontres internationales en présence de parlementaires européens. Mais c'est la fermeture de l'entreprise de Glasgow qui a donné le signal de départ du comité.

A New-Castle (Angleterre), à Davenport et Dallas (USA), jusqu'à présent les fermetures n'avaient suscité que peu de remous. Pour la première fois à Glasgow, des travailleurs du groupe Caterpillar disent "non" à la fermeture en occupant

l'entreprise. Les 1250 travailleurs écossais se battent depuis le 14 janvier pour le maintien de l'emploi.

Le comité syndical européen s'est donné plusieurs tâches. Faire entendre la voix des travailleurs pour exiger des informations régulières sur la stratégie financière, économique de la multinationale ; adopter une attitude commune de tous les salariés face à l'introduction des nouvelles technologies afin de pouvoir la contrôler.

Le comité a également décidé une démarche auprès du parlement européen. L'usine de Grenoble a observé un arrêt de travail ; une collecte pour Glasgow a été organisée à Gosselies. Le comité inter-sièges qui exige sa reconnaissance par la multinationale a demandé à celle-ci de suspendre toute décision de fermeture et d'entamer des négociations avec les travailleurs. ■

ETAT ESPAGNOL

Congrès des JCR

Deux cents jeunes venus des différentes nations de l'Etat espagnol ont participé aux travaux du congrès des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) les 11 et 12 avril 1987.

Ce congrès a approuvé un manifeste qui donne les grands traits de l'identité politique des JCR. Celles-ci sont une organisation anti-militariste qui lutte contre l'OTAN, contre le service militaire, pour les droits démocratiques des soldats, une organisation anti-centraliste, anti-

capitaliste, communiste, internationaliste et féministe.

Les JCR sont de tous les combats de la jeunesse, tout en accordant une attention particulière à la jeunesse scolarisée. Beaucoup de lycéens étaient présents lors de ce congrès.

Deux textes sur les autres tâches que se fixent les JCR dans les mois à venir ont été adoptés, l'un sur le travail anti-militariste, l'autre sur le travail en direction des jeunes femmes.

Assistaient au Congrès plusieurs représentants d'organisations de diverses nations de l'Etat espagnol.

Etaient également présents, un représentant du secrétariat unifié de la IVe internationale, et des membres des organisations de jeunesse suisse, française et portugaise. ■

DIVERS

Eclatement du courant lambertiste à Caracas

A l'occasion de la conférence de Caracas, dont le PCI français avait pris l'initiative avec le MIR vénézuélien et le PT péruvien, une réunion du Conseil général du "Centre international de reconstruction de la IVe Internationale" (CIRQUI) s'est tenue dans la capitale du Venezuela.

Le CIRQUI est le courant international qui est notamment animé par le PCI français dont Pierre Lambert est le principal dirigeant. Il faut aujourd'hui écrire "était" puisque ce courant vient d'éclater.

D'un côté, Lambert et le PCI restent en compagnie de plusieurs petits groupes (en Europe : Allemagne, Espagne, Portugal ; en Afrique : Algérie et Sénégal, par exemple). De l'autre, plusieurs composantes du courant lambertiste s'en

séparent après une violente confrontation (la majorité au Brésil et au Mexique, le groupe colombien, ceux du Québec, d'Angleterre, d'Irlande).

Apparemment, les divergences entre les deux parties ne datent pas d'hier. En novembre dernier, Luis Favre, militant latino-américain membre du CC du PCI et de la direction du CIRQUI, donnait une interview au journal du groupe québécois pour contester publiquement les perspectives proposées par Lambert. Dans le PCI naturellement, personne n'en sut jamais rien. Lambert en effet, défendait et défend toujours une position favorable à la "proclamation" de la IVe Internationale, comme étant désormais "reconstruite" sur les "débris" de l'organisation internationalement connue sous ce sigle et dirigée par le Secrétariat unifié.

C'est donc ce cours sectaire et triomphaliste, imprimé par Lambert, qui semble être à l'origine du débat tendu dans le CIRQUI, puis de la crise actuelle qui vient de déboucher sur une nouvelle scission au sein du courant lambertiste.

Cette dernière témoigne sans doute de divergences profondes, jusque-là masquées par le monolithisme de rigueur sous la férule de Lambert. Après l'échec de l'opération du "Comité paritaire international" avec Nahuel Moreno en 1982, après l'expulsion du vieux dirigeant Stéphane Just et ses partisans des rangs du PCI, après le départ des militants aujourd'hui regroupés dans "Convergence socialiste" au sein du PS français, cet éclatement montre une nouvelle fois que le PCI et son courant international - désormais réduit à une peau de chagrin - s'enfoncent dans une impasse, payant le prix d'une politique faite de manoeuvres sans principes et d'étouffement bureaucratique de la discussion.

A n'en pas douter, les conséquences de cette crise sur le PCI et ses développements au plan international nous permettront bientôt de revenir sur le sujet. ■

(suite de la page 24)

mois, des années d'efforts. D'autant plus que l'armée et l'Etat combinent la répression et l'intimidation avec l'embrigadement.

Nous faisons d'abord un travail de conscientisation, nous leur apprenons les méthodes d'organisation. Un dirigeant de masse ne peut pas ressembler à un dirigeant bourgeois, employer les mêmes méthodes démagogiques que lui.

Au deuxième niveau, nous organisons des manifestations, des jeûnes, des occupations de bâtiment officiels de manière pacifique...Le gouvernement nous accuse de subversion.

Au troisième niveau, nous structurons mieux notre mouvement, nous approfondissons nos liens avec les autres organisations populaires du pays et nous développons nos liens avec la solidarité internationale.

- Quels sont les points d'appui dont dispose le GAM auprès de la population ?

- Nous cherchons à développer les liens avec tous les secteurs populaires que ce soient les organisations étudiantes, les groupes indigènes etc.

Nous avons essayé de développer les liens avec l'Eglise mais jusqu'à maintenant, nous avons échoué car la haute hiérarchie a adopté une attitude assez passive à l'égard de la lutte pour le respect des droits de l'homme.

Les organisations syndicales nous ont accordé un soutien puissant d'autant plus que beaucoup de militants syndicaux ont été durement frappés par la répression (assassinats, disparitions...) En discutant avec des délégations syndicales comme celles de Cavisa et de Coca-Cola, nous nous sommes rendus compte que le GAM bénéficiait d'un soutien actif du côté du syndicalisme de combat. Des centaines d'étudiants ont été également victimes de la répression.

- Qui détient réellement le pouvoir ? Cerezo ou l'armée ?

- Il est plus qu'évident que le pouvoir réel est détenu par l'armée, Cerezo ne détient que le pouvoir formel. Et la part de pouvoir qu'il détient, se réduit de plus en plus. L'appui populaire dont il disposait au début s'amenuise également.

- Le GAM joue un rôle moteur dans la vie politique. Comment l'expliquer ?

- C'est dû à la lutte tenace, acharnée que nous avons menée. Nous avons déjà perdu 4 camarades dans cette lutte, ils ont été assassinés par la dictature. Cela a renforcé notre volonté de combattre.

Notre lutte concerne tout le peuple car nous combattons l'oppression, la faim, la minorité exploiteuse. ■

Propos recueillis par Arnold BERTHU;
Ciudad-Guatemala, Mars 1987

INPRECOR



1
9
8
6

VIENT DE PARAÎTRE

LA COLLECTION INPRECOR 1986

en vente :

à la Librairie La Brèche
9 rue de Tunis,
75011 Paris

pour toute commande :
PEC, 2 rue Richard-
Lenoir, 93108 Montreuil

100 FF - 600FB - 25 FS

"La répression est devenue plus sélective"

Interview de Nineth de Garcia, présidente du GAM

Le gouvernement de Cerezo a fêté son premier anniversaire au mois de mars. Ce président s'efforce de montrer à l'opinion publique internationale l'image d'un pays revenu à la démocratie après tant d'années de terreur militaire. Mais il y a loin du discours à la réalité et cette réalité se traduit toujours en assassinats, "disparitions", et tortures.

- **INPRECOR** : Peux-tu résumer les objectifs du GAM et dire ce qui t'a motivé à contribuer à sa création ?

- **Nineth de GARCIA**: En ce qui concerne les objectifs essentiels du GAM, ils sont au nombre de trois :

- Le retour des personnes disparues ou qui ont été séquestrées par les forces de sécurité ;

- l'éclaircissement des conditions dans lesquelles des personnes ont été assassinées ;

- obtenir pour toutes ces personnes ou pour leur famille que justice leur soit rendue.

Quant à la deuxième partie de la question, il me faut évoquer l'histoire de mon mari, ce qui est douloureux. En 1984, le 18 février, à 10 heures du matin, mon époux, Edgar Fernando Garcia, étudiant ingénieur à l'université San Carlos et dirigeant syndical de l'usine de verrerie Cavissa, a été arrêté au coin de la 3ème avenue et de la 7ème rue de la zone 11. Il a été détenu par des éléments de la brigades des Opérations Spéciales pendant 15 jours dans le petit château où sévissait cette brigade. Il a été torturé et puis, plus aucune nouvelle. Cela m'a décidé à mener une lutte acharnée pour que plus jamais les droits de l'homme ne soient ainsi bafoués. Ce qui est arrivé à mon mari, est arrivé à des milliers de Guatemaltèques, hommes, femmes et enfants.

- Quel est le bilan du gouvernement civil de Venicio Cerezo après un an d'existence ?

- Je voudrais pouvoir être positive mais ce n'est pas possible. Nous considérons que Venicio Cerezo a oublié très vite les promesses qu'il avait faites pendant sa campagne électorale et au début de son mandat présidentiel. Il avait condamné la répression, la concentration de la richesse dans quelques mains ; il s'était identifié verbalement aux secteurs les plus opprimés du peuple. C'est pour-quoi, il avait gagné la sympathie populaire. Au cours de sa première année de présidence, Cerezo a montré son incapacité à garantir le respect des droits

élémentaires du peuple, à savoir, la démocratie, la liberté et la vie. Sans parler de la crise économique qui frappe terriblement le peuple et qui entraîne des mobilisations populaires. De plus, ont refait surface des chefs militaires de l'ancienne dictature, notamment l'actuel ministre de la défense, très connu pour sa participation à la dictature de Lucas Garcia.

- Est-ce que les disparitions et les assassinats politiques ont diminué en 1986 ?

- Du point de vue des droits de l'homme, cette année a été véritablement néfaste : on en est revenu à des méthodes fascistes. Les séquestrations de la part des corps de répression sont nombreuses et visent à créer un climat de peur pour empêcher les masses de retrouver la voie de l'organisation et de la revendication. Il est possible que la répression ait quelque peu diminué. Mais quant à la réalité profonde, rien n'a changé fondamentalement. La répression est plus

Le Groupe d'appui mutuel (GAM) est né à l'initiative des parents de disparus et de prisonniers politiques en juin 1984. Depuis, il continue inlassablement son action contre toute atteinte aux droits de l'homme au Guatemala, jouant un rôle clé dans la vie politique. *Inprecor* a rencontré sa présidente Nineth de Garcia. ■

sélective et le régime affiche publiquement une figure sympathique pour donner le change. C'est de la mascarade ! Les structures politiques et sociales restent fondamentalement celles qui existaient pendant la dictature militaire. L'appareil répressif est intact. Aujourd'hui encore, l'armée et les groupes para-militaires assassinent des gens du peuple.

- Est-ce que le régime de Venicio Cerezo a fait la clarté sur les disparitions et les assassinats politiques massifs qui eurent lieu sous la dictature ?

- Non, c'est clair qu'il ne l'a pas fait. Cerezo n'a pas essayé véritablement de faire la clarté là-dessus. Cerezo a décidé de composer avec l'armée guatemaltèque et celle-ci avait fait voter, avant de quitter officiellement le pouvoir, un décret de loi l'annulant complètement. Les militaires bénéficient donc de l'immunité.

Cerezo nous a dès lors demandé d'oublier et de vivre au présent. Nous avons répondu qu'il n'était pas possible d'oublier les innombrables crimes commis. Nous avons exigé la mise en place d'une commission d'investigation et depuis un an, nous n'avons rien obtenu de sérieux. Cerezo ne fait preuve d'aucune bonne volonté réelle pour satisfaire notre revendication qui trouve un large écho dans la population.

Malgré les déclarations de Cerezo aux Nations-Unies, ou face à la communauté européenne, il n'y a pas de véritable ouverture démocratique.

- Quels sont les différents moyens utilisés par le GAM pour atteindre ses objectifs ?

- Ils sont d'ordre technique et pratique. Une des difficultés que nous avons à vaincre, à part la répression, c'est le haut taux d'analphabétisme, près de 80% de la population est illettrée. Par ailleurs, beaucoup d'entre eux ne connaissent pas l'espagnol, ne parlant que leur dialecte. Il est donc très difficile d'entrer en contact avec les larges masses ; cela prend des (suite page 23)

